

*l'Anti*capitaliste

n°303 | 17 septembre 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

NON



aux bombardements des peuples

ACCUEIL DE TOUS LES RÉFUGIÉS

Dossier

Hollande, Terminator
de la justice fiscale

Pages 6 et 7

ÉDITO

«Crise des réfugiés»?
Une crise de leur Europe!

Page 2

PREMIER PLAN

Code du travail:
le début de la fin?

Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Brésil: la fin du gouvernement
approche?

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec des
syndicalistes CGT de Smartville

Page 12



Par SYLVAIN MADISON

«Crise des réfugiés»? Une crise de leur Europe!

Plus clairement encore que la « crise grecque », la « crise des réfugiés » est une crise de leur Europe. Si « institutions » et « créanciers » ont bien fait front commun pour opérer un ravage historique et une mise en coupe réglée coloniale de la Grèce, avec la capitulation de ses dirigeants, on aurait bien tort de croire que toutes les bourgeoisies européennes ont les mêmes responsabilités et intérêts dans ce saccage. Loin s'en faut donc pour que le rouleau compresseur austéritaire soit l'expression d'une Union. Tout au contraire, il en est une négation, mais une négation qui, comme produit de la concurrence capitaliste, « s'impose à tous » et produit donc un consensus autour d'une spirale mortifère. En revanche, la bien mal nommée « crise des réfugiés » révèle sans paradoxe la vérité d'une construction européenne rentrée en crise de décomposition.

De la simple brutalité du régime hongrois au louvoiement tout en lâcheté du président français en passant par le brio rigoureux de la chancelière allemande, quel que soit le niveau de radicalité, de perversité ou de cynisme dans le discours et la réponse concrète, quels que soient le poids et les marges de manœuvre réelles de chacun, tous les pays de la (dés) Union européenne ont désormais pour dénominateur commun de ne pas en avoir, d'union... C'est désormais officiel. Car s'il est bien une négation simple et visible de toute politique internationale de coopération, c'est bien le nationalisme. Dans un sinistre manège, le réfugié, ce retour du refoulé, atomise leur Europe génétiquement libérale, concurrentielle et impérialiste. À trop épandre misère et chaos, l'impérialisme européen se retrouve face au vent, bouffant alors de cet agent défoliant qu'il avait largué (pas si) loin de sa forteresse (Moyen-Orient, Maghreb, Afrique de l'Ouest) ou même en son sein, comme en Grèce.

Grèce et réfugiés, deux crises, deux impasses qui révèlent l'infamie congénitale de leur construction européenne, mais aussi la faiblesse du capitalisme européen sur la scène mondiale, et plus encore les limites absolues devant l'histoire de la bourgeoisie, cette classe de la concurrence, à construire une quelconque forme d'unité internationale basée sur la collaboration. Leur Europe n'est pas la nôtre. Nos réponses ne sont pas les leurs: un toit et des papiers pour tous, ouverture des frontières, liberté de circulation et d'installation. Pour une Europe des travailleurs et des peuples.

BIEN DIT

La proposition de loi sur la surveillance des communications internationales telle qu'elle a été écrite est une arme de guerre tournée vers la population internationale. (...) Un tel dispositif de surveillance de masse participe de la course à l'espionnage mondial, et fait de la France un pays ennemi des libertés fondamentales.

Communiqué de la QUADRATURE DU NET « Surveillance internationale: les frontières ont des oreilles » du mardi 15 septembre à propos des « nouveaux » dispositifs internationaux de la loi de surveillance discutée dans quelques jours à l'Assemblée nationale

À la Une

Non aux bombardements des peuples, accueil de tous les réfugiés!

Cette semaine, le président Hollande et son gouvernement ont mené deux débats parlementaires, prétendant répondre à la « responsabilité humanitaire de la France en prenant sa part d'accueil de réfugiés », mais aussi pour diminuer le terrorisme et la crise en Syrie par des bombardements contre l'État islamique (Daesh). Sur ces deux plans, toujours plus nombreux sont celles et ceux qui dénoncent l'inanité de ces réponses et réclament une vraie solidarité.

La photo d'Aylan, l'enfant syrien noyé a démasqué l'inhumanité de nos « irresponsables politiques » à commencer par Hollande. Alors, il lui faut réagir, à la mesure de sa prétention à diriger une des principales puissances du monde – et plus accessoirement à se dire « de gauche »... Mais cette réaction procède de nouveaux enfumages.

Avec le peuple syrien, contre les bombardements

Ainsi en est-il du sort des Syriens: depuis 4 ans, le régime de Bachar el-Assad a écrasé sous la torture et les bombes son peuple soulevé. Des centaines de milliers de morts et disparus, 10 millions de déplacés dont 4 millions réfugiés en dehors des frontières. Pour cela, le régime a pu compter sur l'aide militaire et financière directe de l'Iran et de la Russie. En revanche, les autoproclamées démocraties occidentales, au-delà des mots, n'ont rien fait d'autre que rejeter les révoltés syriens vers les monarchies du Golfe les plus réactionnaires. Avec comme résultat une situation catastrophique sur tous les plans, et l'émergence de Daesh, monstre fécondé par la guerre en Irak menée par les USA, par le massacre mené en Syrie par Assad, et par les dirigeants islamistes voisins. Aujourd'hui comme hier, la réponse de puissances impérialistes comme la France n'est pas d'aider, mais de se substituer à la souveraineté des peuples par des interventions militaires directes, des bombardements en Syrie dont on est sûrs des résultats contre-productifs: « dommages collatéraux » sur les



populations, rappel d'un passé colonial honni, renforcement de la cause de Daesh en tant qu'ennemi des grandes puissances coalisées... et obligation de reprendre toujours plus de coopération avec le tyran de Damas pour l'accès à son espace aérien, voire pour une « solution politique ». Les avions français pourront ainsi croiser les hélicoptères du régime, en route pour les villes où ils déversent leurs terribles barils de poudre. Des centaines de millions dépensés pour des démonstrations médiatiques à courte vue (ainsi, qu'ont changé les 3500 bombardements de la coalition menée par les Américains en Irak depuis un an?). Pendant ce temps, les combattants de la ville stratégique de Marea, au nord d'Alep, sont abandonnés dans leur lutte sur deux fronts, contre les forces d'Assad et celles de Daesh. Les forces kurdes, qui ont été jusque-là les plus efficaces contre l'État islamique, sont abandonnées à la vengeance du président Erdogan contrarié dans son entreprise

de domination totale de la scène politique turque. Et pendant ce temps, l'Union européenne et la France réduisant drastiquement leurs financements, coupent l'aide d'urgence du Programme alimentaire mondial dans les camps de réfugiés de Jordanie, du Liban et de Turquie, qui ont accueilli l'écrasante majorité de celles et ceux qui ont fui la Syrie. Quoi d'étonnant alors que des populations totalement désespérées accélèrent leur fuite jusqu'en Europe?

Contre le tri des réfugiés, pour l'ouverture des frontières

On ne peut ressentir qu'une immense colère face à la réalité crue: depuis des années, et contre les conventions internationales, l'État français a rejeté l'essentiel des réfugiés de guerre syriens comme irakiens, afghans, érythréens comme soudanais ou congolais. Aujourd'hui, face à une tragédie qui ne peut plus être éludée, le président et le gouvernement replâtraient leurs politiques

honteuses: ils veulent bien accueillir 12000 réfugiés de plus par an (soit 2 pour 10000 habitants...), mais en les triant au loin: Syriens et Irakiens au détriment des autres ressortissants de pays en guerre, et les plus immédiatement « utiles » possible.

C'est ce qu'a affirmé ingénument Pascal Brice, directeur général de l'Ofpra (Office français de la protection des réfugiés et apatrides), justifiant lors d'une visite à Munich le tri parmi les réfugiés: « la majorité sont des Syriens éduqués et formés. Nous avons rencontré un ingénieur, un avocat [...] On a affaire à des gens de la classe moyenne qui souhaitent avant toute chose travailler et élever leurs enfants. » Sous-entendu: les pauvres, les ressortissants d'autres pays, eux n'ont pas ces qualités et ne sont pas les bienvenus! Et effectivement, les négociations européennes veulent compenser l'accès à une proportion de réfugiés un peu plus grande qu'avant, par un rapatriement d'autant plus brutal des « migrants économiques » hors des frontières de l'Union européenne – savent-ils seulement où?

Ainsi, derrière l'affichage médiatique, la réponse des gouvernants à un grand mouvement européen de solidarité de population à population – hélas comparativement faible en France – c'est toujours l'inhumanité. Face à cela, nous devons rassembler largement autour de l'exigence de mesures d'urgence pour éviter d'autres catastrophes humanitaires, et imposer ensemble des vraies solutions contre toutes les exploitations et les oppressions.

Jacques Babel

CODE DU TRAVAIL

Le début de la fin?

Le gouvernement a annoncé qu'il reprendrait à son compte les principales conclusions du rapport Combexelle sur « la négociation collective et l'emploi », publié le 9 septembre dernier. La refonte totale de l'architecture du droit du travail est lancée, avec un code du travail réduit à portion congrue.

La publication du rapport intervient en point d'orgue d'une campagne médiatique et politique entretenue tout l'été sur la « simplification »: obèse et illisible, c'est le code du travail qui serait responsable du chômage et du manque de compétitivité des entreprises. Aussi Manuel Valls pouvait-il déclarer fin août qu'il fallait « revoir en profondeur la manière

même de concevoir notre réglementation » sans susciter le moindre remous. Le rapport Combexelle donne aujourd'hui le cap à tenir. Tout sera ensuite affaire de dosage.

Le fond...

La première étape serait une loi, prise dès 2016. L'articulation entre la loi et les accords sera revue: l'accord d'entreprise aura la priorité, même

s'il est moins favorable, et la loi ne s'appliquera plus qu'à défaut d'accord. Les négociations de branche et d'entreprise seront facilitées dans des champs dits prioritaires (conditions de travail, temps de travail, emploi, salaires). Le nombre de branches sera réduit et chacune pourra commencer à définir son propre « ordre public », c'est-à-dire les dispositions qui s'appliqueront

à toutes les entreprises du secteur sans dérogation possible. Enfin, les accords seraient limités dans le temps pour instaurer une cadence de négociation.

La seconde étape consisterait, d'ici quatre ans, en une réécriture entière du code du travail. Elle consacrerait le nouveau partage entre loi et accords. Le code du travail serait divisé en trois: les dispositions « impératives », celles relevant des négociations de branche et d'entreprise, et celles qui s'appliqueraient en l'absence d'accord. L'ordre public social serait pour l'essentiel défini au niveau de la branche et les règles particulières dans l'entreprise: le code du travail n'aurait plus qu'un rôle « supplétif » en cas de panne ou d'échec des négociations.

Quelles seront les dispositions impératives? Les petites phrases que l'on entend sur les 35 heures ou les SMIC

Un monde à changer

VIOLS DE GUERRE. Le Comité international de la Croix-Rouge classe le viol comme une des méthodes de guerre lorsqu'il est utilisé de manière stratégique par une des parties d'un conflit armé pour humilier, affaiblir, assujettir, chasser ou détruire l'autre. Il s'agit généralement des viols de masse, multiples et collectifs, fréquemment commis en public, accompagnés le plus souvent de brutalités et de coups. Des viols de ce type ont été commis lors des guerres coloniales. Plus, récemment, en Europe, les combattants serbes recouraient au viol et aux grossesses forcées contre la communauté bosniaque. Cela fait près de vingt ans qu'en République démocratique du Congo, notamment dans l'est du pays, les violences sexuelles sont utilisées comme arme de guerre pour terroriser la population. Le viol de guerre ne concerne pas exclusivement les femmes mais elles en constituent néanmoins les principales victimes : selon l'ONU, plus de 200 000 femmes en ont été victimes au Congo (mais il existe des estimations bien supérieures), où les viols ne sont pas seulement le

fait des milices diverses, mais aussi des « forces de sécurité ». Dans ce pays, la première des nécessités est de mettre fin à l'inaction de la justice, particulièrement criante surtout à l'égard des hauts gradés. Mais il faut aussi s'attaquer au contexte : la lutte sans merci pour le contrôle des richesses minières du pays, lutte dont sont aussi parties, directement ou indirectement, les compagnies étrangères. Comme l'a écrit Thérèse Mema Mapenzi, assistante sociale travaillant à Bukavu dans l'est du Congo, dans une tribune publiée dans le quotidien anglais *The Guardian* : « Nous devons admettre que nous ne pourrions pas éliminer les violences sexuelles dans les conflits tant qu'on n'aura pas mis fin aux conflits eux-mêmes et à leurs causes : la lutte pour le contrôle des richesses minières d'un pays comme le mien où le désespoir et l'absence de perspectives sont alimentées par le cycle sans fin de la pauvreté. Le Congo est riche en ressources naturelles, mais beaucoup ne vont même pas à l'école. Aussi longtemps que des gens tireront profit de ce conflit et de la misère, pourquoi voudront-ils y mettre fin ? »

GRÈCE **Un troisième tour pour rien ?**

Le paradoxe, c'est que l'on discute partout politique, et l'enjeu est bien de montrer que le vrai « réalisme », c'est d'aller à la rupture avec la logique des mémorandums sur la base du Non de juin, ce que bien peu de courants évoquent dans leur campagne électorale !

Quel gouvernement dimanche soir ?

C'est pour les médias le leitmotiv du scrutin. Alors que la pression d'un vote anti-droite semble redonner un peu d'avance à Syriza dans les sondages, une campagne issue des milieux économiques, et peut-être des instances européennes, presse pour un gouvernement « œcuménique », comme la Grèce en a déjà connu... pour le plus grand malheur de la population. Du coup, la droite joue sur deux tableaux : un discours ouvert aux thèses racistes des nazis, et l'assurance qu'elle pourrait gouverner avec Syriza pour mieux faire appliquer le mémorandum ! La direction de Syriza proteste contre cette éventualité, mais elle voit qu'elle a peu de chances d'avoir la majorité absolue en sièges et qu'Anel, le parti de droite extrême avec qui Syriza a gouverné (d'où l'accord militaire avec Israël), est en chute. Elle évoque désormais la possibilité de gouverner avec le Pasok, complice et acteur de toutes les attaques anti-populaires depuis 2010 ! Ce recentrage assumé amène aussi certains

Les élections de ce dimanche 20 septembre se préparent dans une certaine indifférence (née des désillusions dues aux retournements de Syriza), mais aussi sur fond de recompositions diverses dont on ne peut deviner pour l'instant la suite...



Tsipras-Samaras: bientôt les retrouvailles ? DR

cadres ex-Pasok à se rapprocher de Syriza sur une base ouvertement social-libérale, d'où l'insistance de courants un peu gauche restant dans Syriza (courant wx-AKOA) pour mener la bataille pour une majorité absolue à Syriza. Question : que feront ces militantEs et surtout les électeurEs qui voteront « à gauche » pour Syriza dans le cas quasi évident d'alliances avec le Pasok ou le encore plus libéral Potami ?

À gauche, ça fluctue

Ces derniers jours, on est bien loin d'il y a un mois, quand les

premiers sondages donnaient Unité populaire comme troisième force (autour de 8%). Aujourd'hui, les sondages tournent autour de 3%, le seuil pour entrer au Parlement. Lafazanis a beau mettre en cause les instituts au service des partis dominants (certes les sondages en Grèce sont peu fiables), la campagne montre clairement qu'il n'y a pas pour le moment d'élan populaire vers la scission de gauche de Syriza. Au delà du malaise vis-à-vis d'ex-ministres Syriza ayant géré leur fauteuil, l'objectif fixé ne fait pas rêver : « que Unité populaire

devienne une force post-électorale décisive pour lancer un grand combat populaire et patriotique qui nous amènera rapidement au pouvoir » (Lafazanis à Salonique) ! Il n'est pas certain que cet axe réponde aux valeurs internationalistes de certains courants au sein de Unité populaire... De plus, si celui-ci a finalement désigné le vétéran antinazi Manólis Glézos, tête de liste nationale, Glézos appelle à voter Unité populaire... ou KKE ! Le regroupement anticapitaliste Antarsya, même s'il a peu de chances d'avoir des éluEs, mène, en coopération avec le groupe trotskiste EEK, une campagne dynamique s'appuyant sur les mobilisations (manifestations antifascistes, accueil des réfugiés), et même si on peut et doit discuter de sa défense de la sortie de l'Union européenne et de la zone euro, c'est le seul courant qui appelle clairement à la rupture anticapitaliste, le KKE (PC grec) défendant lui l'instauration du socialisme ! À quelques jours du vote, il manque toujours un appel central pour l'unité dans les luttes qui ne manqueraient pas de surgir contre le mémorandum, la dette, les nazis... C'est pourtant le véritable enjeu de ces élections !

D'Athènes, A. Sartzekis

de branche ou territoriaux montrent que bien des tabous pourraient sauter d'ici quatre ans. Le rapport Combrexelle propose même de faire de la santé et de la sécurité au travail un sujet de négociation ! Manuel Valls a écarté certaines propositions hardies (comme la possibilité, au niveau de la branche, de définir le seuil de majoration des heures supplémentaires par branche ou de négocier de « nouvelles formes de contrat de travail »), mais elles pourraient donc vite refaire surface.

Et la forme...

Le gouvernement agira vite. Une conférence sociale est prévue le 19 octobre, une négociation interprofessionnelle suivra et une loi est annoncée pour 2016. Il pourra compter sur les soutiens de la CFDT, de la CGC et de la CFTC, qui ont indiqué leur disponibilité à négocier. De son



Combrexelle rend sa copie: 20/20 pour le Medef! DR

côté, le Medef se dit « séduit », tandis que la CGPME joue la surenchère en réclamant la systématisation du référendum pour valider les accords

et liquider la présence syndicale dans les PME. En réalité, le patronat sait parfaitement que le « dialogue social » est une fiction pour

l'écrasante majorité des salariéEs. Son objectif n'est pas de négocier à tout prix, mais bien de réduire au strict minimum les protections codifiées, applicables à l'ensemble des salariés indistinctement de la branche ou de l'entreprise. Passées les protestations d'usage, la CGT et FO sont loin d'avoir sonné le tocsin et temporisent dans l'attente de la conférence sociale. Mais son boycott est réclamé par plusieurs unions départementales ou syndicats CGT, qui cherchent également à donner un contenu plus offensif à la journée du 8 octobre. C'est maintenant que doit s'organiser la riposte unitaire des travailleurs et de leurs organisations syndicales et politiques pour empêcher le gouvernement de servir le code du travail au patronat sur un plateau. **Le comité inspection du travail - Pôle emploi Île-de-France**

Le chiffre 2,5 millions

C'est le nombre d'années qu'il faudrait à un « smicard » pour gagner autant que ce que possède Bernard Arnault, l'homme le plus riche de France, soit 34,6 milliards d'euros. Et on ne parle ici que de son patrimoine professionnel fondé sur la propriété partielle ou totale de l'entreprise. Il faudrait aussi y ajouter sa fortune privée...



Agenda

Mercredi 23 septembre, rencontres de La Brèche, Paris 12^e. William Blanc et Christophe Naudin présenteront leur livre *Charles Martel, de l'histoire au mythe identitaire* à partir de 19h à la librairie.

Jeudi 24 septembre, réunion débat sur le climat, Paris 18^e. Avec Christine Poupin, porte-parole du NPA et membre de sa Commission nationale écologie, à 20h au café La Kahina, 73 rue Marcadet.

Vendredi 25 septembre, réunion débat sur l'Europe, Poitiers. « Peut-on mener une politique anticapitaliste dans l'Union européenne ? », avec Léon Crémieux, à 20h, salle Timbaud, Maison du peuple, rue Saint-Paul.

Samedi 26 et dimanche 27 septembre, week-end d'initiatives pour le climat.

Mobilisations et événements militants dans tout le pays. À Paris, week-end Alternatiba (voir page 10).

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

J'ai été ravie de voir un Macron 1. J'espère qu'il y aura un Macron 2, un Macron 3... Il faut approfondir, aller plus loin, décrasser, simplifier, c'est indispensable.

CHRISTINE LAGARDE, directrice générale du FMI, ministre de l'Économie sous la présidence de Nicolas Sarkozy, dimanche 13 septembre sur France 2

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois

Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®



PHOTOTHÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

FN Dans toute l'Europe battre les partis de la haine!

Alors que la vague de compassion internationale suscitée par la publication de la photo du cadavre du petit Aylan bouscule les opinions publiques, contraignant les gouvernements allemands et français à sortir de leur mutisme sur le dossier des migrants, le banc et l'arrière-banc des forces les plus racistes et xénophobes d'Europe, Front national en tête, se déchaînent...

À Varsovie le week-end dernier, un rassemblement antimigrants de plusieurs milliers de personnes regroupés derrière une banderole, « *L'Islam c'est la mort de l'Europe* », se transforme en chasse à l'homme, un immigré étant roué de coups. Des manifestations à la même tonalité se sont également tenues à Prague et à Bratislava (appelée par le parti fasciste Parti du Peuple Notre Slovaquie). À Douvres, le rassemblement de la Ligue de défense anglaise et du National Front s'est fort heureusement heurtée à la mobilisation des antifascistes. Certes, et heureusement, ces rassemblements racistes et xénophobes restent sans commune mesure avec les manifestations de solidarité aux réfugiés de Londres ou de Copenhague qui ont réuni des dizaines de milliers de manifestants, mais elles doivent nous alerter sur le danger mortel de les laisser occuper la rue, comme ce fut le cas en France lors de la séquence des Manifs pour tous.

En première ligne, le F Haine...

Jamais le Front national n'aura connu pareille aubaine que cette crise politique créée par la question des migrants. Celle-ci lui donne l'occasion de cracher son venin raciste et nationaliste. Loin des discours lénifiants qui firent les beaux jours de la « dédiabolisation », Marine Le Pen, omniprésente sur les plateaux téléés et sur les radios, tient depuis quelques jours des propos que ne désavouerait pas son ami Viktor Orban, Premier ministre de Hongrie...

En comparant les flux de migrants (« *l'invasion migratoire* ») aux invasions barbares du IV^e siècle qui ont mis fin à l'empire romain, en prônant la suspension immédiate des accords de Schengen et la fermeture des frontières, la dirigeante du FN ne fait pourtant que reprendre les ficelles les plus usées d'un programme frontiste qui clame depuis sa naissance sa haine des immigrés. La théorie du « *grand remplacement* » n'est rien d'autre que la déclinaison moderne du « *Halte à l'immigration sauvage* » des années 70. La stigmatisation des migrants, « *fraudeurs* » accédant à une Europe devenue le « *supermarché des droits sociaux* » n'est pas non plus une nouveauté.

On peut sourire lorsque Marine Le Pen prétend qu'Éric Zemmour ferait un bon ministre de la Culture, s'esclaffer des énormités proférées par Nadine Morano, railler les pitreries du maire de Béziers qui, affublé de son écharpe de maire, vient insulter des migrants, leur signifiant qu'ils ne sont pas les bienvenus, ricaner du ralliement au FN du dirigeant des jeunes actifs des Républicains... Mais le cynisme et la relativisation sont souvent l'expression de l'impuissance. Les anticapitalistes ont une responsabilité politique immense dans l'issue de la bataille engagée en soutien aux migrants. De notre capacité à organiser la riposte aux offensives actuelles de l'extrême droite pourrait bien dépendre notre avenir politique.

Alain Pajolat

Certes, une bonne partie du public est venue écouter Manu Chao ou Shaka Ponk, mais la force encore présente du PCF dans les entreprises, dans les régions, et la présence de près de 8 000 élus, était évidente.

Cette fête est aussi le rassemblement de la gauche et de l'extrême gauche sociale et politique. Les actuels, les anciens ou les ex sont toujours là, et ça discute beaucoup dans les allées ou autour d'un verre. L'accueil des réfugiés, les expériences en Grèce et en Espagne, la victoire de Corbyn en Angleterre, et le désastre de la « gauche » en France alimentaient les discussions avec beaucoup d'interrogations. Tout cela sous une multitude d'affiches proclamant « *l'humain d'abord* ».

Une apparition réussie du NPA

Un peu plus grand que d'habitude, le stand du NPA a connu cette année, surtout vendredi et samedi, une très forte fréquentation, notamment autour de la librairie et du bar. Les débats du samedi autour des livres de Jean-Paul Gautier sur le Front national et d'Olivier Besancenot sur le coût du capital ont attiré du monde, sans parler du meeting très fréquenté en fin d'après-midi avec les sans-papiers et Olivier, précédé d'une intervention d'un militant CGT de l'usine Smart.

Le même jour, Christine Poupin sur les perspectives à gauche et Christian Varin sur la Grèce sont intervenus dans des débats organisés respectivement par Ensemble et par un collectif de solidarité avec la Grèce.

Devant notre stand et entre deux averses, plus de 7 000 tracts du NPA ont été distribués, avec un accueil bien plus ouvert que ces dernières années, notamment autour de Philippe Poutou.

Succès, interrogations, débats... et désaccords

L'Humanité annonce 550 000 personnes, plus que l'année dernière. Dans tous les cas et malgré une pluie intense, il y avait beaucoup de monde cette année à La Courneuve.



Au niveau international, il y eut plusieurs rencontres entre le NPA et des camarades marocains, kurdes, vénézuéliens, cubains, kanaks... Enfin, avec la bienveillance du NPA, un collectif de sans-papiers et les salariés de Sanofi ont pu monter leur stand au côté du nôtre.

Fractures sur la Grèce

La fête fut l'occasion de faire le point sur les débats et divisions qui règnent au sein du Front de gauche. Or, dans ce domaine, rien n'est réglé...

PCF et PG continuent de s'opposer sur la Grèce. En particulier, c'est dans un stand du PG archi-

comble qu'a eu lieu le débat sur le plan B pour une autre Europe, avec la présence d'une coordination internationale soutenant celui-ci. Parmi eux, des personnalités se démarquant d'Alexis Tsipras, notamment les anciens ministres des Finances Yanis Varoufakis et Oskar Lafontaine (Die Linke), et Stefano Fassina, un ancien ministre italien. De son côté, le PCF organisait un débat avec un ministre de Syriza et un dirigeant pro-Tsipras de Die Linke...

On notera tout de même que Varoufakis a accepté une photo commune avec Pierre Laurent, déclarant qu'il n'est membre d'aucun parti, qu'il

avait un désaccord avec Tsipras comme avec ceux qui ont créé Unité populaire, notamment « *parce que si l'élite fétichise l'euro, ils ont eux tendance à considérer le retour à la drachme comme un fétiche* ». Sur la Grèce, le désaccord PCF-PG est donc flagrant.

Quelles « belles listes » ?

Les désaccords concernent aussi le rapport avec le Parti socialiste et les perspectives électorales. Le PG préfère EÉLV (pour autant toujours dans la majorité présidentielle) au PCF... Ainsi, pour les prochaines régionales, il y aura autant de listes PG-EÉLV que de listes PCF-PG. Mais les divisions ne portent parfois que sur la tête de liste, comme en Île-de-France où le PCF exige Pierre Laurent contre l'avis du PG ou de Clémentine Autain d'Ensemble.

Pierre Laurent a eu beau renouveler son appel « *à toutes les forces du Front de gauche et à celles d'EÉLV là où elles sont prêtes à faire liste commune* » pour faire de « *belles listes de la gauche anti-austérité* », plus personne n'y croit. Dans ce cadre, on risque d'avoir pour la présidentielle pas mal de candidatures à la gauche du PS, mais toutes légalistes, électoralistes et institutionnelles. D'où la nécessité de la présence du NPA, en dehors de toutes manœuvres et combines.

Alain Krivine

EÉLV Avis de tempête... Où est la boussole ?

Europe écologie - les Verts se déchire. En cause, les divergences politiques entre les partisans d'une alliance avec le PS pour avoir des élus et des ministres, et les tenants d'une convergence avec le Front de gauche pour dénoncer la dérive droite du PS...



Placé et Dufлот, dans la lutte des places... DR

Des appels sont aussi lancés au Front démocrate de Jean-Luc Benahmias, à Génération écologie et CAP21 de Corinne Lepage. Rien à en attendre donc...

Dufлот joueuse de flûte ?

Cécile Dufлот joue, elle, une partition différente pour exister et se placer pour les présidentielles de 2017. Sa petite musique endormira peut-être les amnésiques, mais pas les militants de terrain qui n'ont pu compter sur son soutien pendant son séjour gouvernemental. Elle

a beau dire de Placé et de Rugy qu'« *ils ont renoncé à la transformation écologique de la société et pensent qu'il faut s'adapter au monde tel qu'il est aujourd'hui* » (Libération du 9 septembre), elle n'est pas crédible. Qu'a-t-elle fait d'autre quand elle était ministre, en votant tous les textes clés du gouvernement Hollande ? De même, quand Atomic Royal, bafouant une fois de plus les maigres engagements pris par Hollande, a annoncé que la centrale de Fessenheim fermerait quand l'EPR de Flamanville

démarrerait, c'est-à-dire en 2018, l'a-t-on entendu s'insurger ?

Quel que soit le discours, EÉLV est une machine électorale qui assure à quelques-uns des places dans les institutions. Ce n'est pas un parti utile aux batailles écologiques de terrain.

Pourtant, la COP21 se prépare. Pour le NPA, il s'agit de construire une mobilisation massive pour dire que l'urgence due à la rapidité du réchauffement climatique impose de revoir nos modes de production et de consommation, de réfléchir à la façon de satisfaire les besoins sociaux au nord, mais surtout au sud dont les peuples vont être les premières victimes. Ce changement de société ne sera possible qu'en retirant le pouvoir de nuisance aux lobbies pétroliers, bancaires et industriels qui détruisent la planète et nos vies. Il n'est plus possible d'ignorer que le capitalisme ruine l'humanité, exploite jusqu'à plus faim les ressources et tue la biodiversité. Il doit être dépassé et remplacé : socialisme ou barbarie, une question plus que jamais actuelle.

Commission nationale écologie

BRÉSIL La fin du gouvernement approche ?

Aujourd'hui, on débat beaucoup dans le pays : est-ce que Dilma Rousseff, et le PT, tiendront jusqu'à la fin du mandat, ou tomberont-ils avant ?

Dilma Rousseff a été réélue en octobre 2014 dans un contexte difficile. L'économie s'était détériorée, et les enquêtes sur la corruption ont atteint le PT et d'autres partis composant son gouvernement (mais aussi quelques partis d'opposition). Peu après les élections, Rousseff a fait un virage à droite : elle a mis sur pied une orientation très conservatrice et a commencé à mettre en œuvre des mesures dénoncées lors de la campagne électorale. Elle a rapidement perdu le soutien de l'électorat le plus à gauche, et n'a pas non plus gagné le plus conservateur. Les sondages d'opinion ont commencé à indiquer qu'elle était la présidente la plus impopulaire depuis Fernando Collor en 1992 (démiss de ses fonctions)...

Dans la tourmente

Les 15 mars et 12 avril, il y a eu des manifestations de masse pour la démission de son gouvernement : on a même parlé de plus d'un million de personnes dans les rues mi-mars, en particulier dans São Paulo. Le 12 avril, les manifestations étaient plus petites. La grande bourgeoisie, dont les intérêts sont bien assurés par la politique économique du gouvernement, ne voyait aucune raison de mettre fin à celui-ci. Et les manifestations se sont arrêtées. Cependant, la situation du gouvernement ne s'est pas améliorée. Comme cela arrive souvent, les mesures d'austérité ont accentué la récession.



Il est prévu que sur l'année 2015, le PIB baisse de 2 à 3 %, et continue à baisser en 2016...

De plus, les enquêtes sur la corruption s'approfondissent. L'un des dirigeants historiques du PT – José Dirceu, déjà condamné –, a de nouveau été arrêté pour avoir bénéficié de l'argent détourné de Petrobras. Il y a peu de doute qu'il soit coupable, et il n'est pas le seul dirigeant du PT à avoir été arrêté.

Le gouvernement, souvent divisé, ne sait pas très bien où il va. Ainsi, pour atteindre son objectif d'équilibre budgétaire par l'austérité, le gouvernement ne sait pas s'il doit couper encore plus dans les dépenses ou augmenter les impôts. Dans ce cadre, on ne sait pas si le ministre des Finances qui a la confiance des « marchés », Joaquim Levy, continuera à assumer ses fonctions.

Des soutiens de plus en plus faibles

Avec un gouvernement faible et impopulaire, la base le soutenant au Congrès se décompose. En plus

des difficultés rencontrées pour faire approuver ce qu'il veut, le gouvernement doit faire face aux initiatives propres des présidents de la Chambre des députés (plus à droite) et du Sénat (sur lesquels se mènent aussi des enquêtes pour corruption). Et le parti du vice-président de la République, Michel Temer, le PMDB, se divise publiquement : ceux qui continuent à soutenir le gouvernement et ceux qui veulent une procédure de impeachment pour destituer le gouvernement, le vice-président lui-même étant de plus en plus ambigu...

Ceux qui devraient représenter le plus fort soutien au gouvernement, le PT et les mouvements sociaux dirigés ou influencés par lui, n'arrivent plus à le faire. Le PT, profondément affaibli par les allégations de corruption, veut défendre le gouvernement... tout en critiquant sa ligne très droitière. Même l'ancien président Lula, qui préconise pourtant une ligne d'austérité, prend parfois des distances avec Dilma Rousseff. Bureaucratés et affaiblis, les mouvements sociaux proches du gouvernement, avec

une capacité réduite à mobiliser, cherchent aussi à défendre le gouvernement, tout en le critiquant. Les secteurs du mouvement social les plus indépendants et l'opposition de gauche au gouvernement cherchent à se mobiliser contre la droite et contre l'impeachment, mais aussi contre le gouvernement, préconisant une sortie de crise par la gauche. Ils comptent sur la poursuite des grèves et des luttes sociales, mais jusqu'à présent, ils ont une capacité à mobiliser inférieure à celle des secteurs les plus à droite.

Le gouvernement lâché ?

Depuis le début du mois d'août, les sondages d'opinion indiquent que Rousseff est déjà plus impopulaire que Collor au moment où il a subi un procès d'impeachment, seulement soutenue par 8 % des électeurs, contre 71 %!

Dans ce contexte, une autre manifestation pour exiger son départ a été appelée le 16 août dernier. Cependant, des grands bourgeois, la presse conservatrice et des secteurs du Congrès ont choisi le soutien à Dilma Rousseff en échange de son engagement sur un ensemble de mesures plus conservatrices (appelé « Agenda Brésil »). Les médias ont donc apporté moins de soutien aux manifestations, qui étaient équivalentes à celles d'avril dernier, sans retrouver la force de celles de mars. Ces dernières semaines, vu l'incapacité du gouvernement à définir une ligne claire, les déclarations des représentants de la grande bourgeoisie et de la presse qui leur est liée semblent exprimer qu'aujourd'hui Rousseff a une « dernière chance » (titre ce 13 septembre d'un éditorial dans le journal le plus influent du pays)... L'avenir de ce gouvernement est de plus en plus incertain.

De Sao Paulo, João Machado

LIBAN « Vous puez ! » secoue le régime confessionnel

Le Liban avait connu des manifestations importantes au début de l'année 2011 contre le régime confessionnel suite à des soulèvements régionaux, mais le mouvement avait malheureusement pris fin quelques mois plus tard. Une nouvelle dynamique populaire a commencé avec la campagne « Vous puez ! » déclenchée suite à une crise de la gestion des déchets.

Des tas d'ordures se sont accumulés dans les rues de Beyrouth depuis le début du mois de juillet, après la fermeture d'un site majeur dans la ville de Naameh, ville côtière du Sud, lieu de décharge. Par la suite, le gouvernement d'unité nationale libanais a transporté certains tas d'ordures dans les régions les plus pauvres pour soulager momentanément les tensions dans Beyrouth, la capitale, et épargner les quartiers les plus bourgeois. L'accumulation de déchets n'ayant toujours pas trouvé d'issue à la crise, la plupart des rues du Liban en sont maintenant remplies.

La campagne « Vous puez ! » revendiquait d'abord une solution écologique à la crise des déchets, mais par la suite le mouvement s'est radicalisé pour dénoncer le régime confessionnel et bourgeois libanais dans son ensemble. Lors de la première mobilisation autour de cette campagne le samedi 22 août, plus de 10 000 personnes ont manifesté dans les rues de Beyrouth. La répression de l'armée et de la police fut violente. Malgré la répression féroce, la mobilisation repartit de plus belle le lendemain, comme un défi à la police, avec environ 20 000 personnes à Beyrouth. On pouvait lire sur les murs du luxueux centre ville investi par les manifestants des graffitis tels que « à bas le capitalisme », « Downtown Beyrouth appartient au peuple », « non à l'homophobie, au racisme, au sexisme et au classisme » ou même « Révolution ». D'autres mobilisations ont eu lieu dans d'autres localités, plus particulièrement dans la région du Akkar située dans le nord du Liban, la plus pauvre du pays et la moins desservie en services. Les populations locales s'y sont mobilisées sous le slogan « le Akkar n'est pas une poubelle », alors que le gouvernement a proposé de transporter les déchets dans cette région.



Dans les rues de Beyrouth le 29 août. DR

Une onde de choc régionale

Samedi 29 août, une nouvelle manifestation encore plus importante s'est déroulée dans la capitale, rassemblant entre 60 000 et 100 000 personnes. On pouvait y lire et entendre les messages suivants : « Révolution contre la classe dominante, contre le confessionnalisme, contre le racisme et contre le patriarcat », « Laïcité, égalité et justice sociale », « De Douma [en Syrie] à Beyrouth, le peuple est un et ne meurt pas », « De Bagdad à Damas, Beyrouth et la Palestine, une seule révolution », « Le peuple veut la chute du régime confessionnel », etc.

Les mobilisations populaires continuent et s'étendent à toutes les régions du pays avec des manifestations, occupations de ministères, sit-ins... Certains syndicats ont également appelé à rejoindre les mobilisations. De nombreux manifestants dénonçaient également la corruption des élites politiques, de même que les politiques néolibérales et de privatisations qui ont appauvri les classes populaires du pays et entraîné la destruction des services publics. Les multiples tentatives des partis politiques confessionnels et bourgeois de récupérer le mouvement à son avantage sont pour l'instant un échec.

Les mobilisations au Liban, comme celle qui se poursuit en Irak et qui a rassemblé également des centaines de milliers de manifestants le 28 août, nous montrent que, malgré les différentes offensives contre-révolutionnaires, l'onde de choc des processus révolutionnaires de la région débutés en 2011 est loin d'être terminée.

Joseph Daher

TURQUIE L'AKP mobilise la cruauté raciste

Barricades, tranchées, pogroms, blocus, couvre-feu... C'est désormais en ces termes qu'il est possible de décrire le quotidien de la « Nouvelle Turquie » d'Erdogan.

Tout juste 60 ans après les pogroms visant les quartiers grecs et arméniens d'Istanbul (6-7 septembre 1955), des centaines de locaux du HDP ont été attaqués, brûlés, des commerces kurdes saccagés, des travailleurs saisonniers agricoles kurdes agressés et lynchés, et un jeune homme tué à coups de couteau pour avoir parlé en kurde au téléphone. C'est à la suite de deux embuscades menées par le PKK les 6 et 7 septembre où plus d'une trentaine de soldats et policiers ont trouvé la mort que la fureur nationaliste s'est déchaînée. Si ces tentatives de pogroms semblent bien être organisées au départ par l'AKP à travers ses « foyers ottomans », il est indéniable que divers courants d'extrême droite (en particulier les « loups gris ») mais aussi des « nationalistes ordinaires » s'y sont spontanément ralliés.

Le siège du quotidien à grand tirage *Hürriyet*, qui pourtant ne s'oppose que faiblement aux politiques de l'AKP, a aussi été attaqué et envahi à deux reprises, au même moment, par une horde de militants armés de bâtons et pierres. À leur tête un jeune député de l'AKP qui lançait « quels que soient les résultats des



Le 8 septembre, des nationalistes turcs défilaient contre le PKK dans les rues d'Istanbul. DR

élections, nous te ferons président » en référence au régime présidentiel autocratique qu'Erdogan veut instaurer si l'AKP détient le nombre requis de sièges aux élections du 1^{er} novembre 2015

Les conditions d'une dictature militaire

35 ans tout juste après le coup d'État militaire du 12 septembre 1980, la ville de Cizre (120 000

habitants) sort d'un couvre-feu total de 8 jours. Sous prétexte que des militants armés du PKK se trouveraient dans la ville, Cizre a été complètement isolée du reste du pays, sans électricité ni moyen de communication, sans vivres ni médicaments. La tentative des 40 députés et deux ministres du HDP de briser le blocus en entrant dans la ville a échoué, interceptés par les forces de l'ordre à plusieurs

reprises. L'ordre avait été donné par le ministre de l'Intérieur de ne pas les laisser entrer...

La population a dû faire face à des conditions de dictature militaire. Les snipers installés sur les toits avaient l'autorisation de tirer sur tout ce qui bouge. 21 civils (dont des femmes et des enfants) sont donc morts lors du blocus de la ville, dont quinze par balle, les autres par manque de soins sanitaires. Certains ont été tués sans même avoir mis le pied dehors, chez eux, en passant devant leur fenêtre. Ne pouvant être enterrés, les corps des enfants et bébés morts ont dû être conservés dans des réfrigérateurs... Pour sauver son pouvoir et son palais, Erdogan n'a pas hésité à ouvrir les portes des ténèbres. Mais cette cruauté, le peuple kurde ne l'oubliera jamais. Ainsi que l'a exprimé Demirtas, leader du HDP, l'armée a fait en 30 heures plus de propagande pour le PKK que le PKK lui-même en 30 ans : « Nous essayons d'attirer les jeunes vers le HDP, Erdogan les pousse vers le PKK ». « Mais si nous criions la paix, a-t-il ajouté dans un autre meeting, Ankara et Kandil [QG du PKK] seront obligés de nous entendre ». Continuons donc à crier, plus fort, encore plus fort et encore plus nombreux.

D'Istanbul, Uraz Aydin

HOLLANDE



TERMINATOR

DE LA JUSTICE

FISCALE

Lors de sa conférence de presse du 7 septembre, François Hollande a annoncé une baisse des impôts. Certains petits contribuables en bénéficieront. Mais au-delà, ce qui est en œuvre, c'est une entreprise de démolition du seul élément de justice dans le système fiscal français : l'impôt progressif sur le revenu. Hollande est désormais rallié au projet fiscal de la droite et des libéraux : « Vive la TVA et les impôts indirects ! À bas l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés ! »

Certes, il n'y a pas d'illusion à se faire : il faut autre chose qu'une bonne fiscalité pour changer la société. Mais une fiscalité injuste contribue au renforcement des privilèges des puissants. La classe dominante n'est pas seulement à l'offensive sur le droit du travail, elle vise à remodeler le plus possible le système des impôts dans le sens de ses intérêts, et n'hésite pas non plus à frauder, assistée d'une armée de juristes et avec bien entendu la complicité des États...

FISCALITÉ
SARKOZISTE

FISCALITÉ
HOLLANDAISE



- FAUSOUR -

VERS LA FIN DE L'IMPÔT PROGRESSIF SUR LE REVENU?



Depuis son élection, Hollande n'a pas seulement renié ses promesses en matière d'impôts. Il a également repris à son compte le projet de la droite. Les dernières annonces le montrent une fois de plus...

La principale annonce fiscale faite par Hollande lors de sa dernière conférence de presse a été la baisse de l'impôt sur le revenu qui devrait toucher en 2016 8 millions de foyers. Cette annonce très électorale est sans aucun doute populaire, mais la baisse de l'impôt sur le revenu est loin d'être une mesure vers plus d'égalité et en faveur des classes populaires. Elle met surtout à mal la progressivité de l'impôt, les seuls gagnants étant encore et toujours les plus riches.

Toujours plus injuste...

L'impôt sur le revenu est en principe le plus juste des impôts car il est progressif, c'est-à-dire que son taux progresse avec le revenu par un système de tranches. Il se différencie ainsi d'un impôt proportionnel où le taux serait le même quel que soit le niveau du revenu. Alors que les libéraux de tout poil l'ont dans le viseur depuis des années, il est en France l'un des plus faibles de l'OCDE, ne représentant qu'à peine 3% du PIB, et désormais il ne fournit qu'environ 18% des recettes publiques. En comparaison, la TVA, pesant plus lourdement sur les ménages modestes, représente en France la moitié des recettes ! En pratique, l'impôt sur le revenu devient de moins en moins juste car cela fait plus de trente ans que sa progressivité a été fortement réduite par les gouvernements de droite comme de gauche, avec la diminution régulière du nombre de tranches et du taux supérieur. Sans parler des nombreuses exonérations et abattements en tout genre, d'abord sur les revenus du capital, profitant avant tout aux plus hauts revenus. Contrairement à ce qu'on a voulu nous faire croire, la suppression de la première tranche l'année dernière était loin d'être une mesure en

faveur des plus pauvres. Ceux qui ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu (50% des ménages) n'en ont bien entendu pas bénéficié (ce qui ne veut pas dire qu'ils ne payent pas d'impôts – voir ci-contre « Le mythe des non-imposables ») et par ailleurs, les ménages les plus aisés voient une partie de leurs revenus imposés au titre de la première tranche. Au final, comme toutes les réformes qui ont déjà été faites (il est vrai plutôt par la droite), cela réduit encore plus la progressivité de l'impôt sur le revenu, son poids dans les recettes fiscales, et donc la capacité de redistribution nécessaire pour la majorité de la population. Et derrière ce cache-sexe de la suppression de tranche, tout le monde a oublié qu'en 2014, la TVA avait augmenté...

... en faveur des riches

Hollande met bel et bien en place par touches successives une réforme fiscale (très loin de ses beaux discours de candidat) qui n'a qu'une logique : en finir avec l'impôt progressif sur les revenus. Les études ne cessent de le prouver : proportionnellement, les plus riches y échappent largement grâce aux exonérations, niches fiscales, quotient familial... Mais pour les plus acharnés des opposants à une fiscalité redistributive, cela reste insuffisant. Et de prôner l'impôt à taux unique (« flat tax » anglais) qui, dans l'Union européenne, a été mis en place en Roumanie, Bulgarie, Lituanie, Estonie, Lettonie et Slovaquie. La mise en place de la retenue à la source peut s'inscrire dans cette évolution : sans doute, pour simplifier le système, on diminuera encore plus les tranches d'imposition. De même que « l'intégration » de la CSG et de l'impôt sur le revenu dont la perspective a été évoquée par Hollande lors de sa conférence de presse. L'impôt progressif disparaîtrait donc en faveur d'un impôt à taux unique, imposant les milliardaires au même taux que les smicards. La fin de la progressivité de l'impôt, la montée en puissance de la fiscalité indirecte, voilà la réforme fiscale de Hollande. En un mot, en fiscalité comme sur les autres sujets, Hollande et son gouvernement mènent une politique de droite, libérale, désormais totalement assumée. C'est ce qui transparait du coup de chapeau

rétrospectif que Hollande vient de donner à la politique fiscale inégalitaire conduite par son prédécesseur.

Et vive la TVA!

On sait en effet que François Hollande s'est confié à une journaliste du Monde, Françoise Fressoz, pour un livre récemment publié (*Le stage est fini*, Albin Michel). Et lors de cet entretien, le chef de l'État a estimé qu'il avait été « trop loin » en supprimant au début de son quinquennat la hausse de TVA projetée par Nicolas Sarkozy. Et, à la journaliste qui lui demande s'il recommencerait, si c'était à refaire, de lui répondre : « Je ne serais pas allé aussi loin, j'aurais gardé l'augmentation de la TVA décidée par Nicolas Sarkozy pour boucler le budget qu'il nous avait laissé », a concédé le chef de l'État. « J'aurais gardé l'augmentation de la TVA »... Il suffit de se replonger dans le contexte de la campagne présidentielle pour mesurer le cynisme de François Hollande. Sandra Demarcq

NOS PR

Ces propositions reposent sur
– La fiscalité doit être forte
– La fiscalité doit être comprise qu'elle puisse donner lieu à un

❖ L'IMPÔT SUR LE REVENU (70 MILLIARDS D'EUROS EN 2014) DOIT ÊTRE FORTEMENT PROGRESSIF. Tous les revenus, quelle que soit leur nature, doivent être taxés. Il s'agit de mettre fin au système des prélèvements libéraux (qui concerne principalement les revenus du capital) et aux niches fiscales injustes.

❖ L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS (36 MILLIARDS D'EUROS EN 2014). L'impôt sur les sociétés (IS) est un impôt sur les bénéfices des entreprises. Son taux était de 50% jusqu'en 1985. Depuis il n'arrête pas de baisser, ce qui n'empêche en rien les suppressions d'emplois et les délocalisations. Les grandes entreprises (sans parler de la fraude fiscale) ont en outre les moyens de pratiquer l'évasion fiscale et

LE MYTHE DES NON-IMPOSABLES

En matière d'impôts, qui paye quoi en France ? Il est difficile de répondre précisément à ces questions, mais ce qui est sûr, c'est qu'il n'y a pas de non-imposables !

pour les pauvres. Pour les gouvernements, c'est le principal avantage des impôts indirects : ils sont invisibles car personne ne pense payer un impôt en achetant une baguette de pain. Or tout le monde est imposable à la TVA, avec un taux moyen pour l'ensemble des produits d'environ 13% !

consomment une plus grande partie de leur revenu et, par exemple, ne font pas de placements financiers, les impôts indirects absorbent une plus grande partie de leurs revenus. Quelqu'un au RSA paie environ 15% d'impôts !

Taux d'impôt indirect suivant le niveau de revenu en %

	TVA	Produits pétroliers	Alcools	Tabac	Assurances	Fiscalité indirecte totale
10% des ménages les moins aisés	11,52	2,89	0,47	0,91	0,84	16,63
50% des ménages les moins aisés	9,22	2,34	0,40	0,42	0,67	13,05
10% les ménages les plus aisés	5,92	1,00	0,16	0,13	0,39	7,60
Ensemble	8,79	2,13	0,33	0,43	0,63	12,32

(Source: Insee - Économie et statistique n°413)

Tous imposés !

Cela relativise fortement la propagande gouvernementale qui insiste sur les 3 millions de ménages qui vont bénéficier de baisses d'impôt sur le revenu et sur le million qui va devenir totalement exonéré. Au total le pourcentage de ménages imposables à l'impôt sur le revenu va revenir de 52,5 à 47,5%, comme en 2010. Mais le nombre des imposables sur l'ensemble des impôts va bien rester de 100%. De plus, comme les personnes à plus bas revenus

Dernier exemple récent sur les dits « non-imposables » : la redevance télé (payée avec la taxe d'habitation) va augmenter en 2016 de 1 euro, passant de 136 à 137 euros pour tous les ménages, à part quelques exonérations pour les plus modestes. Comme il y a environ 28 millions de postes, cela fera un montant total de 3,8 milliards de recettes (soit presque les 4/5 de ce qu'a rapporté l'impôt sur la fortune - ISF - en 2014 : 5 milliards d'euros).

Jacques Cherbourg

« UN SYSTÈME FISCAL COMPLEXE, INSTABLE ET INJUSTE »

Entretien. François Hollande multiplie les annonces en matière fiscale. Nous avons interrogé **Vincent Drezet**, secrétaire général de **Solidaires Finances publiques**.

François Hollande vient d'annoncer de nouvelles baisses d'impôt. Qu'en est-il exactement ?

Cette nouvelle baisse est avant tout très « politique » : nous sommes proches des échéances électorales de 2017 dans un contexte de mécontentement croissant face à tout ce qui touche à la fiscalité. C'est ce que certains ont nommé « ras-le-bol » fiscal, alors qu'il est avant tout global face à une situation de crise que les choix politiques perpétuent de fait. Celui-ci a été alimenté par des hausses significatives qui sont intervenues sans réformer un système fiscal complexe, instable et injuste. De plus, elles ont été mises en œuvre dans le cadre de politiques de rigueur qui, parallèlement, n'ont cessé de dégrader la qualité des services publics et la couverture sociale. Enfin, alors que la réduction de la dette publique était présentée comme prioritaire, celle-ci a continué d'augmenter. L'opinion s'est estimée flouée. Les baisses de l'impôt sur le revenu décidées pour 2014, 2015 et 2016 constituent donc une forme « d'aveu » d'une fiscalité sur le revenu déséquilibrée qui touche effectivement trop fortement les fameuses « classes moyennes ». Ajoutons à cela que ce faisant, on oublie que d'autres hausses d'impôt injuste (la hausse de la TVA par exemple) sont pour leur part maintenues. Il en va de même de baisses en faveur des entreprises comme le CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi)...

Allons-nous vers la fin de l'impôt sur le revenu ?

Alors qu'avant son arrivée au pouvoir, il plaide pour une grande réforme fiscale qu'il n'a pas mise en œuvre, François Hollande justifie cette baisse en disant qu'elle permettra de revenir au niveau de 2010, année au cours de laquelle environ 46% des foyers fiscaux étaient imposables. Mais présenter l'année 2010 comme une année référence est arbitraire, cela n'a rien de pertinent ni de légitime ! Pire, il vise l'impôt sur le revenu qui, compte tenu de ses caractéristiques intrinsèques (un impôt direct et progressif), devrait être le pivot du système fiscal. Il s'inscrit dans la droite ligne des gouvernements précédents qui, au cours des années 2000, ont affaibli l'impôt sur le revenu. Celui-ci demeure complexe du fait du grand nombre de « niches fiscales » qui truffent son assiette (chacune d'entre elle étant assortie de conditions particulières). De ce fait, il reste injuste puisqu'il n'empêche pas les stratégies de défiscalisation des ménages les plus aisés. Outre son caractère « politique », la baisse récemment annoncée ne fait que poursuivre un travail de sape d'un impôt qui devrait au contraire être réformé en profondeur.

Et la retenue à la source ?

Cette décision procède de la même logique : François Hollande est « coincé » sur la fiscalité, le dossier qu'il n'avait cessé de porter avant son arrivée au pouvoir. Faute d'une grande réforme fiscale qu'il avait promise, il agit dans la précipitation en décidant de mettre en œuvre la

retenue à la source tout simplement parce que les Français s'y déclarent favorables, pensant que l'impôt sur le revenu sera prélevé comme les prélèvements sociaux, pour « solde de tout compte » en quelque sorte. En la matière, les idées fausses sont nombreuses. Loin de constituer une simplification telle qu'elle est perçue par l'opinion, la retenue à la source s'avère être une opération à haut risque, particulièrement complexe. Outre que la transition d'un système à l'autre est un véritable casse-tête, elle n'améliorera pas le niveau de recouvrement, déjà très élevé, de l'impôt sur le revenu. Elle implique des rouages complexes entre le contribuable, l'administration fiscale et l'employeur (ou la banque). En effet, la retenue à la source consiste à prélever sur la fiche de paie (ou sur le compte bancaire), l'impôt de l'année N sur les revenus de l'année N. Seulement voilà, compte tenu de la structure de l'impôt sur le revenu (qui comporte un quotient fiscal, une exception au regard des autres pays) et notamment des niches fiscales, tout changement dans la composition du foyer fiscal (naissance d'un enfant, séparation...), toute dépense ouvrant droit à réduction d'impôt, tout changement dans la situation professionnelle (hausse ou baisse des revenus, changement d'employeur...) a un impact sur le montant de l'impôt, donc sur la retenue à la source. Il faut donc une grande réactivité des contribuables, de l'administration fiscale et des employeurs pour actualiser le montant de la retenue à la source. Une déclaration des revenus sera toujours nécessaire, et sera suivie de nombreuses régularisations intervenues.

Les partisans de la retenue à la source estiment qu'elle permettra de dégager des gains de productivité dans l'administration fiscale, ce qui est parfaitement faux si l'on regarde la réalité en face : sa complexité et les missions nouvelles qu'elle crée, en particulier le contrôle des entreprises afin qu'elles reversent l'impôt qu'elles collecteraient, une mission qui n'existe pas mais qu'il faudra créer pour éviter la fraude au recouvrement comme elle existe malheureusement déjà pour la TVA et les prélèvements sociaux. On entend parfois également que la retenue à la source existe ailleurs, ce qui suffirait à justifier son instauration en France. C'est oublier qu'il n'existe pas de « modèle unique » de retenue à la source (il en existe plusieurs formes), qu'elles font parfois l'objet de critiques là où elles existent, que l'impôt sur le revenu présente des structures différentes (il n'existe pas de quotient familial ailleurs) et, enfin, qu'elles ont été instaurées dans la plupart des pays avant les années 1960. Le mode de recouvrement du futur n'est pas la retenue à la source, il reste à inventer.

Au début du quinquennat de Hollande, la lutte contre la fraude fiscale était présentée comme une priorité. Qu'en est-il aujourd'hui ? En réalité, on peut difficilement dire que la lutte contre la fraude fiscale (qui représente 60 à 80 milliards



DR

d'euros en France et 1000 milliards d'euros au sein de l'Union européenne) a été la priorité de Hollande au début de son quinquennat ni qu'elle a été celle des gouvernements précédents. Mais les affaires (Courbette, Cahuzac, HSBC, Luxleaks) ont forcé les gouvernements successifs à parler de fraude fiscale. Il serait malhonnête de dire qu'il ne s'est rien passé. Des mesures intéressantes ont été prises, notamment en 2013 dans le cadre de la loi dite « anti-fraude », et des discussions sont en cours au niveau international (sur l'échange automatique d'informations). Mais outre que tout cela intervient bien tardivement, il reste que globalement, la volonté politique demeure au mieux « fragile » : en témoignent les décisions discutables sur l'harmonisation européenne de l'impôt sur les sociétés ou encore la persistance à affaiblir les moyens humains et budgétaires des administrations fiscales. Cette volonté politique est au pire insuffisante car incitée par les affaires et, au fond, non voulue de la part d'États qui ne veulent pas jouer le jeu. Il faut changer de braquet, faute de quoi la fraude (de fait payée par les contribuables honnêtes), qui exerce une forte pression sur les finances publiques du fait de l'évasion fiscale internationale et du développement de l'économie souterraine, poursuivra sa progression.

Les suppressions d'emplois à la Direction générale des Finances publiques continuent : 2548 emplois en moins rien que pour 2016. Quelles conséquences pour les agents, les usagers et les missions ? Elles sont catastrophiques pour la collectivité dans son ensemble. Elles sont supportées par les usagers qui attendent plus longtemps avant d'être reçus par des agents moins nombreux, qui subissent l'éloignement du service public (puisque des services sont rayés de la carte notamment en milieu rural) ou encore qui voient la fraude s'envoler. Elles sont évidemment aussi supportées par les agents dont la charge de travail et la complexité des missions qu'ils assurent s'accroissent sans cesse. Ces suppressions d'emplois ne sont pas nées avec la crise et les politiques de rigueur (on en dénombre plus de 32000 depuis 2002), et ignorent l'évolution du travail, les besoins de la population et, tout simplement, la réalité économique et sociale. Jamais le service public fiscal, financier et foncier, n'a été aussi important (tant en termes d'enjeux que de charge de travail). Jamais, par conséquent, ces suppressions n'ont été aussi dogmatiques et illégitimes. **Propos recueillis par Sandra Demarcq**

FAISONS LA RÉVOLUTION FISCALE !

IL RESTE DES BASTILLES À PRENDRE !!



FRANCOIS

PROPOSITIONS SUR LA FISCALITÉ

deux principes généraux :

une taxe progressive en fonction du revenu et de la richesse.

une fiscalité transparente par tous les citoyens, ce qui est la condition pour un véritable débat démocratique.

l'optimisation fiscale. Il faut revenir au taux de 50% avec de vrais contrôles.

LES IMPÔTS INDIRECTS.

L'essentiel est constitué par la TVA (148 milliards d'euros en 2014) qui est payée par tous, mais pas de la même manière. Pour les bas revenus, tout est consommé, donc soumis à la TVA. Au-dessus d'un certain montant, une partie du revenu se trouve épargnée et y échappe. En somme, plus on est riche, moins on paye proportionnellement de TVA... La justice fiscale impose donc de réduire drastiquement la part des impôts indirects. Nous sommes donc favorables à la suppression de la TVA et des autres impôts indirects. Mais, compte tenu des masses financières aujourd'hui en jeu, cela ne peut se faire que

sur plusieurs années. S'impose donc, dans un premier temps, la création d'un taux zéro de TVA sur les produits indispensables à l'existence comme les produits alimentaires essentiels, les fluides comme l'eau, le chauffage, mais aussi les livres scolaires... Et par ailleurs, soumettre les produits de luxe à des taux de TVA élevés.

LES IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE.

L'ISF actuel (5 milliards d'euros en 2014) comprend des exemptions : notre proposition est de construire un impôt sur la fortune incluant l'ensemble du patrimoine, « outil de production » et œuvres d'art compris, et qui soit fortement progressif. Nous sommes aussi pour une taxation des successions selon un barème aussi fortement progressif que l'impôt

sur le revenu et qui s'accompagne de la suppression de toutes les possibilités d'évasion qui ont été mises en place.

LES IMPÔTS LOCAUX.

La taxe d'habitation (18 milliards d'euros en 2014) perçue par les communes, est un impôt particulièrement injuste, alors qu'il constitue un des principaux impôts sur les bas revenus. Il existe une forte disparité entre les communes : ainsi, la taxe d'habitation est faible à Paris et forte dans les communes des banlieues les plus populaires. Nous pensons que le logement constitue un besoin fondamental des individus et que la taxe d'habitation doit donc reposer sur une base qui renvoie aux moyens contributifs de chacun.

Bien entendu, pour que l'ensemble des impôts soient légitimes, il faut qu'ils financent des dépenses utiles et non que l'État continue de fonctionner comme un instrument au service des privilégiés. **Jacques Cherbourg**

COLLÈGE

17 septembre, une grève qui s'annonce bien suivie

À l'heure de la parution du journal, la troisième grève nationale contre la réforme des collèges battra son plein. Les déclarations du principal syndicat des chefs d'établissement (le SNPDEN) la semaine dernière ont sans aucun doute contribué à faire monter encore d'un cran la colère des profs des collèges.

Ces déclarations visent à faire pression sur le gouvernement pour que les huit journées de formation imposées aux enseignantEs pour formater les esprits au service de la réforme se déroulent pendant les vacances scolaires ! Cette provocation n'est pas gratuite, car depuis la rentrée, le nouveau statut des enseignantEs du second degré leur impose une liste pas très bien définie d'obligations en dehors des heures de cours... dans laquelle certains au ministère verraient bien rentrer la formation continue.



La réforme des collèges est décidément une attaque majeure contre les conditions d'étude des élèves mais aussi contre les conditions de travail des personnels. Elle vient parachever une longue série d'attaques de ce gouvernement contre l'école : loi Peillon instaurant les Projets éducatifs de territoire, rythmes scolaires dans le premier degré, remise en cause du statut de 1950 dans le second degré, réforme REP+, avec, dans les écoles, la mise en place de la prétendue « concertation » qui dérègle les services et alourdit la charge de travail. Enfin, dernièrement, le gouvernement a soumis aux organisations syndicales de toute la fonction publique le projet « PPCR » (Parcours professionnels, carrières et rémunérations), qui, s'il venait à être adopté, signifierait le gel du point d'indice des fonctionnaires jusqu'en 2017 et une nouvelle étape de la casse des statuts, en lien avec la réforme territoriale.

Pour un mouvement d'ensemble de l'éducation

C'est bien pour toutes ces raisons qu'il est fort regrettable que l'intersyndicale qui appelle à la grève pour la troisième fois n'y ait pas appelé l'ensemble des personnels de l'éducation, de la maternelle à l'université ! Ainsi seuls FO, Sud et la CGT ont lancé un appel à la grève parmi les professeurs des écoles.

Cette question sera un des enjeux des discussions dans les assemblées des grévistes ce jeudi : comment construire des suites rapides à cette journée au-delà des seuls enseignantEs de collèges ? La journée interprofessionnelle du 8 octobre pourra en être une étape, mais plus fondamentalement c'est un mouvement d'ensemble de toute l'éducation qui est désormais à l'ordre du jour.

Marie-Hélène Duverger

INÉGALITÉ ET PAUVRETÉ

La logique du capital

Selon le dernier baromètre Ipsos réalisé pour le Secours populaire, près de 6 Français sur 10 (57% des personnes interrogées, contre 55% en 2014) ont été sur le point de connaître une situation de pauvreté à un moment de leur vie. Et près de 9 Français sur 10 (87%) considèrent que les risques que leurs enfants connaissent un jour la pauvreté sont plus élevés qu'ils ne l'étaient pour leur génération. Ce niveau est le plus haut enregistré depuis la création du baromètre en 2007 !

Trente-cinq pourcent des sondés déclarent avoir effectivement vécu dans la pauvreté, et 66% disent avoir un proche dans cette situation, contre 56% en 2007.

Besoin de 467 euros de plus chaque mois

Le Secours populaire resitue ces indications dans un « contexte marqué par une aggravation des inégalités, l'enracinement de la précarité de la population éloignée de l'emploi, et des situations d'exclusions durables ». La crise financière, qui a débuté en 2008, s'est ainsi progressivement étendue à l'ensemble de l'économie et son impact est durable. La crainte de la pauvreté n'épargne aucune catégorie sociale, même si elle est plus présente chez les non-diplômés (45%) et les femmes (38%). Des chiffres qui corroborent les données de l'Observatoire des inégalités pour qui « des dizaines de milliers de personnes vivent dans des conditions peu éloignées de celles des pays en développement ».

Selon le sondage, 34% des Français éprouvent des difficultés à régler leurs dépenses d'énergie, 33% à acquitter leur loyer ou un emprunt immobilier et 29% à s'alimenter correctement trois fois par jour.

Selon le baromètre de l'institut CSA pour le groupe de crédit à la consommation Cofidis, 16% des personnes interrogées déclarent se retrouver à découvert tous les mois, un chiffre élevé mais cependant inférieur à celui de 2014 (21%). Et en moyenne, il manquerait 467 euros par mois dans le porte-monnaie pour vivre correctement.



Ici à Athènes comme dans le reste de l'Europe, des inégalités révoltantes. PHOTOTHÈQUE ROUGE / PIERRE DUVERT

Dans toute l'Europe

Selon un autre rapport récent établi par l'ONG Oxfam, plus de 120 millions de personnes sont exposées au risque de pauvreté en Europe. L'Europe connaît des niveaux intolérables de pauvreté et d'inégalités. Dans son préambule, la directrice du département de la Protection sociale à l'Organisation internationale du travail (OIT) relève que « 123 millions de personnes sont actuellement exposées au risque de pauvreté au sein de l'Union européenne, soit un quart de la population, contre 116 millions en 2008 ».

Entre 2009 et 2013, ce sont 7,5 millions de personnes supplémentaires dans 27 pays de

l'Union qui ont été classées en situation de privation matérielle aiguë, selon les chiffres d'Eurostat. Dans les pays comme la Hongrie, la Grèce, Chypre, mais aussi l'Italie et le Royaume-Uni, la part des personnes dans cette situation précaire a augmenté d'au moins 5% entre 2009 et 2013.

À elle seule, la France compte plus de 11 millions de personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, un chiffre qui ne s'est pas réduit ces dix dernières années... Oxfam constate que près de 50 millions de personnes rencontrent des difficultés matérielles majeures, manquant d'argent pour couvrir les frais de chauffage de leur foyer ou pour faire face à des dépenses imprévues. Frappés par un niveau de chômage des plus élevés au sein de l'Union européenne, les femmes, les jeunes et les migrants sont les groupes sociaux les plus susceptibles de vivre en situation de pauvreté.

1% détient 33%...

Au sein d'un continent où le produit intérieur brut moyen est de 26 600 euros par habitant, selon les statistiques de la Banque mondiale, Oxfam souligne que les 1% des Européens les plus riches (pays hors Union européenne compris) détiennent près d'un tiers des richesses du continent, alors que les 40% inférieurs de la population se partagent moins de 1% des richesses nettes totales de l'Europe. En résumé, les 7 millions de personnes les plus riches détiennent le même niveau de richesses que les 662 millions les plus pauvres.

Et au niveau mondial, les inégalités sont encore plus marquées. 1% de la population de la planète détient aujourd'hui près de la moitié de la fortune mondiale, et les 80 multimilliardaires les plus riches possèdent une fortune équivalente à celle de la moitié la plus pauvre de l'humanité. La folle logique du capital.

Yvan Lemaître

LOI MACRON Unis pour lutter

À l'initiative du CLIC-P, une dizaine d'organisations – syndicales (CNT-SO, Commerçants de France), politiques (NPA, ÉELV, Front de gauche), de jeunesse (UEC) ou associatives (Femmes Égalité) – ont déjà signé une déclaration intitulée « Unis contre la généralisation du travail du dimanche et la nuit. »

Les signataires déclarent : « En nous opposant ensemble aux textes qui dérèglent le travail du dimanche et la nuit, nous voulons dire notre attachement au jour de repos commun, à la santé des travailleurs et particulièrement des travailleuses, mise en cause par le travail de nuit. Nous voulons préserver la diversité des enseignes commerciales, défendre le droit des riverains à des moments de tranquillité. »

Cette large démarche, qui doit aussi se décliner dans des actions, tombe à point nommé pour répondre à l'appétit de Macron qui, en classant tous

les centres commerciaux de la capitale en zone touristique internationale et en faisant du sur mesure pour la Fnac, a une vision extensive de ce qu'est une ZTI... dont le décret précisant les caractéristiques n'est pas encore paru !

Un calendrier de mobilisation

Les salariéEs des magasins en question l'ont bien compris, eux qui verront leur vie en dehors du travail en pâtir, en échange d'un prétendu volontariat et de contreparties des plus aléatoires. Outre un rassemblement le 15 septembre devant Bercy, il est prévu de



Il y a 9 mois le commerce déjà dans la rue contre Macron. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

s'inscrire dans la dynamique du 8 octobre, et de préparer une grève générale dans le commerce parisien pour le 15 octobre prochain.

En effet, c'est ce jour que se déroulent des négociations de branche au syndicat patronal,

l'UCV, qui demande d'ores et déjà à Macron l'inscription de 400 commerces supplémentaires en ZTI. Comment ces mêmes patrons, qui chouinent toute l'année sur le coût du travail, accepteraient qu'il soit fortement majoré le dimanche et la nuit ? Il n'y a rien de bon à attendre de ces négociations. Dimanche, travail de nuit : notre destin est entre nos mains !

LD

CGT ----- Rentrée en sourdine

Rude concurrence en cette rentrée pour Philippe Martinez, avec la parution du livre de Thierry Lepaon revenant sur les conditions de sa mise à l'écart du poste de secrétaire général de la confédération. Cette cohabitation involontaire est significative des contradictions qui continuent de lézarder la CGT.

Le nouveau secrétaire général doit asseoir son autorité sur la confédération, c'est-à-dire dans le dédale des appareils (fédérations, UD, gros syndicats, multiples structures « amies ») défendant chacune leurs prérogatives. C'est ce qui explique le programme de 2000 rencontres avec les syndicats, les syndiquéEs, et la programmation des huit meetings décentralisés de cette rentrée.

Préparer le 51^e congrès...

Le nouveau secrétaire général est en fait en campagne électorale préparatoire au 51^e congrès de la confédération. Pas question de retomber dans les travers du calamiteux passage de témoin entre Bernard Thibault et Thierry Lepaon. Dans les rencontres avec les syndicats, la direction peut toucher du doigt les difficultés rencontrées par les militantEs

PPCR **Lebranchu à la recherche d'alliés**

C'est le moment des tractations autour du protocole d'accord « relatif à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations », le PPCR. Celui-ci vise à aligner la gestion des fonctionnaires sur les (contre-)réformes en cours – avant tout la réforme territoriale, et prévoit une série de remises en cause du statut de fonctionnaire (voir *L'Anticapitaliste* n°301).

En contrepartie, la ministre de la Fonction publique, Lebranchu, a fait connaître ses propositions pour « revaloriser » les traitements... et tous ceux qui ont évalué ces mesures insistent sur leur côté dérisoire. Au-delà du fait que la conclusion d'un accord avec le gouvernement Valls-Hollande aurait une dimension politique évidente, il n'existe donc que des raisons pour rejeter la signature du PPCR.

Pour ces raisons, Lebranchu cherche à ne pas passer en force mais fait jouer à plein le « dialogue social ». Le PPCR ne sera promulgué que s'il est signé par un bloc d'organisations représentatif de plus de 50% des fonctionnaires.

Lors des élections professionnelles de 2014, les organisations « réformistes » (CFDT, UNSA...) représentaient 40% des suffrages exprimés. Le gouvernement doit donc obtenir la signature d'au moins la CGT (23%) ou FO (18,6%) pour espérer un accord. À ceci s'ajoute l'enjeu d'obtenir la signature de la FSU (79%), Lebranchu considérant la position hostile à la signature de Solidaires comme acquise.

Dans les syndicats

Depuis la rentrée de la CGT, l'appareil des diverses structures concernées a multiplié les gestes de bonne volonté vis-à-vis du ministère, la tonalité des notes internes relatives au PPCR ayant surpris par sa modération. Mais au final, dans de nombreux secteurs, responsables et militants ont imposé des prises de position hostiles à un accord. Dans la fonction publique d'État, il y a celles de l'UNSEN (éducation), des finances, de l'inspection du travail, etc. Dans la santé, la direction fédérale vient d'être renouvelée en raison du manque de fermeté de l'ancienne. Il est donc probable que la position à venir de cette fédération se situe aussi sur la même ligne... Au final, de fortes pressions s'exercent donc en interne pour que la CGT se signe pas. À la FSU, l'orientation de plus en plus droitiste de la majorité syndicale U&A s'est matérialisée par un appel à une signature « offensive » (!), malgré les prises de position hostiles à cette signature (SNUipp Oise, SNASUB Nice...). Dans tous les cas, le refus de la principale minorité (École émancipée) de condamner nettement le projet rend la situation imprévisible. Le risque est réel qu'une majorité ne se dégage pour signer... Mais le compte n'y serait toujours pas pour Valls et Lebranchu.

Reste donc FO. Traditionnellement, la fédération des fonctionnaires se situe à l'aile droite de l'organisation. La tentative de signer y est donc bien présente, mais les conditions de revalorisation prévues (particulièrement faibles dans les catégories C où FO est le plus implantée) rendent une telle opération impraticable sans remous internes (l'extrême gauche est très présente dans les syndicats enseignants de FO...).

Manœuvre de dernière minute? Le gouvernement en demande trop aux directions CGT et FO. En dernière minute, Lebranchu a donc tenté une



Valls et Lebranchu, tout sourires pour des signatures « offensives »... DR

ultime manœuvre, en promettant une mesure catégorielle pour les agents de catégories les plus mal traitées (C1 et C2). Le but est évidemment de rendre la position des partisans de l'accord plus confortable, surtout à FO.

Pas sûr que Lebranchu n'arrive à ses fins avec si peu. En tout cas, pour le NPA, en défense du statut, contre la collaboration avec le gouvernement, l'action doit continuer!

CorrespondantEs

TRAVAILLEURS SANS PAPIERS DES YVELINES (78)

La lutte s'enracine

Après deux mois d'occupation des agences d'intérim Adecco, Manpower et Randstad, l'organisation patronale de l'intérim (le Prisme) avait consenti en août, par un relevé de décisions signé en préfecture, plusieurs dizaines de promesses d'embauche...

Elle s'était aussi engagée à faire délivrer les documents pour leur régularisation (CERFA et certificat de concordance établissant le lien entre leur fiche de paye et leur identité). En effet, l'inégalité des droits les contraint à travailler sous une identité d'emprunt.

Cette première victoire a aguerri les travailleurs sans papiers, qui ont adhéré à plusieurs centaines à la CGT. Ils continuent à se mobiliser massivement, avec des rassemblements entre 100 et 200 personnes pour exiger la libération de camarades arrêtés, le 19 août devant la gendarmerie de Maule (78) et le 20 août devant la gare de Melun (77). Le 26 août, 300 personnes (dont 200 sans-papiers) devant la

direction de La Poste à Guyancourt pour soutenir Vincent, postier CGT et militant NPA, menacé de licenciement pour ses activités syndicales. Le 3 septembre à Villejuif (94), devant la fédération patronale du nettoyage, et le 8 septembre, à Paris, à la manifestation de soutien aux migrants...

500 dossiers

Pour constituer les dossiers, les travailleurs sans papiers organisent la tournée des agences d'intérim, du nettoyage, du bâtiment, de la restauration, du gardiennage... La lutte collective aide à sortir de la clandestinité. Ces travailleurs se considèrent légitimement comme des militants d'une cause juste: l'égalité des droits entre travailleurs français et



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

immigrés. Depuis la levée des occupations, des AG hebdomadaires se tiennent dans des locaux de l'UD CGT à Trappes, trop petits pour accueillir les 150 à 300 participants.

La lutte sera longue, avec comme prochaine étape le dépôt collectif des dossiers à Versailles. La préfecture s'attend à traiter 500 dossiers. Les travailleurs sans papiers veulent en faire un moment solennel de leur lutte et montrer qu'elle est largement soutenue. Le NPA, qui depuis le début soutient leur combat exemplaire, répondra présent.

Correspondants

AP-HP **Encore et toujours contre l'austérité!**



L'AP-HP dans la rue le 11 juin dernier, et ça continue! PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Le directeur général Martin Hirsch n'a pas renoncé à des économies budgétaires et à ses attaques sur le temps de travail. Le 17 septembre, les syndicats appellent donc à la grève et à une manifestation: sixième journée de mobilisation.

Début juillet, tout « dialogue social » était rompu, Hirsch persistant dans sa démarche austéraitrice « pour améliorer les conditions de travail et la qualité des soins ». Cet été, dans des établissements, des questionnaires ont été distribués et le personnel invité à des réunions organisées par la direction sur la « réorganisation du temps de travail »... Sans grand succès, les collègues étant très attachés à leur temps de repos et à la qualité des soins, mise à mal s'ils/elles ne peuvent plus se ressourcer.

L'intersyndicale exige le retrait définitif du plan Hirsch, la reconnaissance du temps de repas dans le temps de travail, le maintien de tous les jours de congés et le remboursement des retenues sur salaire des grévistes. Elle refuse les plans d'économies successifs, dont 150 millions d'euros en 2015, et exige la création d'emplois et la titularisation de tous les contractuels.

Hirsch est un bon petit soldat du gouvernement: il anticipe les objectifs du rapport d'évaluation du temps de travail des fonctionnaires commandé par Valls à la suite du rapport de la Cour des comptes. Celle-ci voudrait moduler les primes des fonctionnaires, freiner les avancements de carrière, accroître le temps de travail et supprimer des postes. Il n'y aurait pas d'autre issue que de se serrer la ceinture!

De l'argent pour qui, pour quoi?

Pourtant de l'argent, il y en a, quand le gouvernement indemnise les victimes du Mediator à la place du laboratoire Servier; lorsque les pots de vin se multiplient au sein de l'agence qui délivre les autorisations de mise sur le marché des médicaments; quand le gouvernement accepte qu'un laboratoire pharmaceutique commercialise une molécule dix fois plus chère qu'un de ses concurrents; pour le Pacte de responsabilité alors que 3 milliards d'euros d'économies sont imposées aux hôpitaux...

Mais de l'argent, ils n'y en a pas pour les services d'urgences ou de SMUR menacés de fermeture, après les maternités et les services de chirurgie. Il n'y en a pas pour l'emploi, alors que 22000 suppressions d'emplois sont prévues dans les hôpitaux et que ceux-ci devraient fusionner dans le cadre la loi de santé débattue au Parlement en octobre. Il n'y en a pas non plus pour la psychiatrie qui subit une régression catastrophique de ses moyens humains et géographiques.

Plus que jamais, l'heure est à la mobilisation et à la convergence des luttés!

CorrespondantEs



Martinez aurait envie d'en découdre? PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

sur le terrain tout en pesant les exigences en termes d'orientation. Si les difficultés du quotidien poussent souvent vers un repli, un « recentrage », elles font aussi émerger l'exigence de positionnements plus clairs par rapport au gouvernement et d'initiatives nationales permettant de dépasser ces difficultés.

De la même façon, les meetings illustrent ces contradictions: des affluences variables et des ambiances tièdes qui résultent des difficultés de mobilisation et de l'absence de perspectives mobilisatrices.

... ou une rentrée combative?

Mais ces initiatives, essentiellement à usage interne, ne suffisent pas à faire une rentrée syndicale à la hauteur des attaques patronales et gouvernementales. Et c'est bien là que se situe le

deuxième volet des contradictions de la CGT. Sans projet politique, stratégique, la direction confédérale ne cherche pas à construire une opposition claire face au gouvernement. Cela se traduit par des propos ambigus quant au positionnement par rapport à la conférence sociale qui aura en son cœur les attaques contre le droit du travail. Les campagnes sur le coût du capital, outre ses ambiguïtés de fond, et pour la réduction du temps de travail sont en grande partie justes, mais elles ne constituent pas des objectifs de mobilisation en cette rentrée.

De même, la campagne sur la répression antisyndicale, malgré le caractère peu unitaire de la journée du 23 septembre, est nécessaire et indispensable. Mais même avec sa prolongation le 16 octobre par le rassemblement à Annecy en soutien à l'inspectrice du travail en butte à une

répression administrative et judiciaire exigé par la direction du groupe Téal, cela ne saurait « faire » une rentrée.

Victime des hésitations syndicales, la reprise de la mobilisation dans les hôpitaux, y compris à l'AP-HP, est difficile, alors que le positionnement par rapport au PPCR (Parcours professionnels, carrières et rémunérations) est inaudible au prétexte de consultation des syndiqués...

Refuser l'attentisme

En fait, malgré une dénonciation claire du rapport Combrexelle, on attend la mise en place d'un véritable plan de mobilisation contre les projets gouvernementaux, associant syndicats, organisations politiques, associations. La journée du 8 octobre, plantée dans le décor comme prolongation de la journée du 9 avril... six

mois plus tard (!), apparaît trop générale, trop abstraite pour pouvoir prétendre être une étape dans le développement des mobilisations en cours.

Pourtant l'heure n'est pas à l'attentisme. Le référendum/sondage qui vient de se dérouler chez Smart fournit un cas d'école pour la mise en œuvre des projets d'un patronat si bien aidé par le gouvernement: prendre les syndicats en étau entre les exigences patronales et les craintes, les hésitations de salariéEs qui ne perçoivent pas de volonté d'en découdre nationalement de la part de leurs organisations. La CGT reste encore le plus souvent le syndicat « en bas » qui dit non, qui s'oppose. Et ses directions, ses dirigeants sont souvent perçus comme décalés par rapport à celles et ceux qui se battent au quotidien.

Robert Pelletier

Les comités en action!

Loire-Atlantique Une rentrée sous le signe de Podemos.

La cinquantaine de participantEs a unanimement exprimé sa satisfaction à la sortie de la soirée du jeudi 10 septembre organisée à Saint-Nazaire sur la situation dans l'État espagnol. Les explications



DR

claires et fouillées de Miguel Ségui sur la naissance de Podemos (à laquelle il a participé dès sa fondation en tant que membre d'Anticapitalistas), les cercles qui se sont développés par centaines dans tout le pays, les débats, les victoires aux municipales et régionales, ont alimenté questions et interrogations sur la suite. Les militants du NPA 44 étaient là bien entendu, mais aussi de nombreux camarades de Saint-Nazaire avec qui nous avons mené la campagne municipale Saint-Nazaire vraiment à gauche (6,24%), PG, Label Gauche, écologistes et simples citoyens. Des camarades d'une autre liste, d'autres du PCF, des associatifs, étaient aussi là. Nous regrettons que l'invitation faite en juin de coorganiser cette soirée n'ait pas été acceptée par ces groupes. Nous avons apprécié la participation de salariéEs de la raffinerie, de la métallurgie, de Orange, de l'Éducation nationale et de nouveaux venus.

Si nous n'avons pas adopté de grandes motions, nous savons que nous nous retrouverons pour suivre l'actualité de Podemos... et aussi dans les rassemblements hebdomadaires du vendredi pour la Palestine, dans les manifestations syndicales pour les travailleurs détachés, pour l'accueil des réfugiéEs, contre Notre-Dame-des-Landes...

Guéret (23) Des terroristes derrière un cadenas?

Jeudi 3 septembre, nous nous sommes retrouvés à près de 200 devant le tribunal de Guéret pour apporter notre soutien à un jeune Creusois inculpé pour «entrave à la circulation de personnel et de matériel militaire en vue de nuire à la défense nationale»! L'objet de crime? Un cadenas...



C'est en novembre dernier qu'une centaine d'habitants de La Montagne-Limousine manifestaient à Eymoutiers (Haute-Vienne) suite à l'assassinat du jeune militant écologiste Rémi Fraisse à Sivens. Après un pique-nique et

Pour le climat, Alternatiba à Paris

Parti le 5 juin de Bayonne, lieu du premier rassemblement Alternatiba en octobre 2013, le Tour Alternatiba arrivera le samedi 26 septembre à Paris pour un week-end de mobilisation.

Alternatiba se veut le rendez-vous de «tous les partisans d'une transition sociale et écologique, unissant les porteurs d'alternatives et les résistants à la destruction du climat et de l'environnement».

Demandez le programme!

Après avoir parcouru 5 600 km «pour le climat», les cyclistes participant au Tour donnent rendez-vous à 15h Porte de Pantin – Place de la Fontaine-aux-Lions à la Villette – pour un «grand défilé coloré, musical, festif et revendicatif» en vélo, skate ou rollers. L'arrivée se fera à 16h30 place de la République, avec un village associatif, batucadas, théâtre de rue, et meeting international avec entre autres intervenantEs Naomi Klein. Suivra un grand concert gratuit, avec notamment Imany, HK & les Salimbanks et Sinsemilia.

Pendant ces deux jours, le Village des alternatives réunira 360 organisations, du collectif de jardin partagé à Greenpeace en passant par Attac ou la Confédération paysanne... Un village organisé en 14 quartiers thématiques sur le climat, le transport, l'habitat, l'agriculture et l'alimentation, la gestion des déchets, l'eau, l'économie, la culture, la santé, l'énergie, l'éducation, le numérique, la solidarité internationale, la démocratie.

Le samedi, de 10h à 16h, se tiendront aussi dix tables rondes à la Bourse du travail de Paris (3 rue du Château-d'Eau). À noter qu'à la différence d'autres initiatives Alternatiba, les organisations syndicales y participeront!

Construire un mouvement de masse

Les 26 et 27 septembre seront aussi un week-end de mobilisation pour le climat dans toute la France, «l'occasion de donner le coup d'envoi de la dernière ligne droite de la mobilisation en vue de la COP21».

Les dernières nouvelles des négociations officielles rendent plus indispensable que jamais la construction d'un puissant mouvement de masse, populaire et déterminé. Il n'est pas dans la démarche de la COP de contraindre les États à prendre les mesures à la hauteur de l'urgence incarnée par les millions de victimes climatiques, elle se contente juste d'enregistrer leurs annonces... Alors que l'avant-dernière session de discussions avant la COP vient de se terminer à Bonn, il est de

plus en plus évident que les objectifs de réduction des gaz à effet de serre adoptés par les États ne permettront pas de limiter le réchauffement à 2°C et qu'on s'achemine vers une augmentation de 3 voire 4°C.

Le temps presse. Nous n'attendons rien de bon de la conférence officielle de décembre. En revanche, elle peut et doit impérativement être l'occasion d'une convergence de tous les mouvements sociaux. Déjà un «Appel depuis les ZADs et autres espaces en résistance» est lancé pour converger à Paris et ne pas «laisser le gouvernement se refaire une verte image de pourfendeur providentiel des gaz à effet de serre, alors qu'il ne veut officiellement renoncer ni à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ni à mille autres projets destructeurs de vies, forêts, et prairies, de territoires habités et cultivés.»



Affiche Alternatiba Paris

Convergence pour la justice climatique

Le mouvement antinucléaire a un rôle tout particulier à jouer alors que le gouvernement défile le tapis vert... mais repousse la fermeture de Fessenheim

au démarrage de l'EPR, autant dire aux calendes grecques!

La mobilisation doit aussi être l'affaire du mouvement ouvrier, des militantEs syndicaux, des salariéEs, car comme l'écrit Daniel Tanuro, «Croire que nous allons sauver notre gagne-pain et celui de nos enfants en détruisant la planète est encore plus absurde que de croire que l'austérité résoudra nos problèmes.»

De même, celles et ceux qui se mobilisent en solidarité avec les migrantEs doivent être présents : entre 2008 et 2013, dans le monde, 165 millions de personnes ont été déplacées suite à une catastrophe climatique, tempêtes, cyclones, sécheresses, inondations... et autres dévastations dues au bouleversement du climat. L'ONU prévoit qu'ils et elles seront 250 millions en 2050.

Il nous reste quelques semaines pour construire cette convergence pour la justice climatique et, au-delà, jeter les bases d'une véritable force pour sortir du capitalisme pour sauver le climat.

Commission nationale écologie

1- <https://alternatiba.eu/paris/le-festival-alternatiba>

Abonnez-vous à L'Anticapitaliste

Aidez-nous à diffuser les idées du NPA



Chaque semaine, chaque mois, nous développons dans notre presse des analyses de la situation nationale et internationale que l'on ne trouve pas ailleurs, nous rendons compte des résistances, des luttes, des mobilisations que les grands médias passent souvent sous silence ou déforment, et nous cherchons à tracer des perspectives non seulement pour résister au quotidien mais aussi pour en finir définitivement avec les horreurs de cette société.

C'est pourquoi nous avons lancé une campagne nationale de diffusion, afin de faire connaître l'ensemble de notre presse à davantage de personnes, en particulier à toutes celles et ceux (et ils sont nombreux-ses!) que la situation pousse à s'interroger. Si vous appréciez notre presse, n'hésitez donc pas à la faire connaître autour de vous. Une fois que vous avez lu un numéro, pourquoi ne pas le passer à un collègue, à un amiE ou encore mieux, profiter de l'offre spéciale à 10 euros (trois mois d'abonnement à l'hebdomadaire et un numéro cadeau de la revue mensuelle) pour vous abonner ou faire un cadeau autour de vous?

Comme lui, ne ratez pas un numéro de **L'Anticapitaliste, ABONNEZ-VOUS!**

Profitez de notre promotion d'essai: 10 euros pour trois mois d'abonnement à l'hebdomadaire ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Formulaire d'abonnement en page 12

quelques chansons, un cadenas était apposé symboliquement sur les grilles de la brigade de la gendarmerie. Sept mois d'enquête et un dossier de plus de 500 pages révèle une débauche de moyens policiers (relevés de plaques d'immatriculation, planches photos, opérations de la police scientifique pour trouver des traces biologiques, filatures, réquisition auprès des opérateurs téléphoniques, investigations numériques...) pour aboutir à ce chef d'inculpation.

L'infraction pour «entrave violente à la libre circulation de matériel militaire», créée en 1950 au moment de la guerre d'Indochine, puis largement employée au cours de la guerre d'Algérie pour réprimer des insoumissions, avait d'ailleurs frappé des habitants de la région en mai 1956 à La Villedieu (à 15 km de là) pour avoir soutenu un convoi de jeunes en partance pour l'Algérie qui manifestaient leur opposition à la guerre coloniale. Cette

infraction, plus utilisée après les années 60, est ressortie du placard pour la circonstance.

Au tribunal, la défense s'est fait un plaisir de tourner en ridicule cette enquête sur ce cadenas symbolique et les chefs d'inculpation retenus contre le manifestant. Il n'en reste pas moins qu'une amende de 1000 euros avec sursis a été requise et le jugement mis en délibéré au 8 octobre... Plus de 50 personnes sont actuellement en prison, assignées à résidence, sous contrôle judiciaire, ou convoquées devant la justice, suite à des manifestations similaires partout en France.

Saint-Ouen (93) La police évacue manu militari des réfugiés syriens.

Ce dimanche 13 septembre, une trentaine de réfugiés syriens fuyant la guerre, dont une dizaine d'enfants, ont été violemment évacués du square Marmottan par la police.

Les forces de répression se sont alors appliquées à démanteler leur campement de fortune construit en fin de journée, sortant avec force les premières tentes et jetant à la rue les seules affaires que ces réfugiés possédaient. Les policiers ont ensuite arraché et traîné les autres tentes, certaines encore occupées par des enfants. Depuis plus de 18 mois, ces réfugiés syriens se regroupent dans un campement insalubre près de la porte de Saint-Ouen. L'objectif de leur installation dans le square était d'interpeller ce gouvernement qui vient tout juste d'annoncer vouloir accueillir 24 000 réfugiés supplémentaires.

Alors que, d'un côté, le gouvernement PS dit vouloir accueillir des réfugiés supplémentaires, de l'autre, il réprime ceux qui se trouvent déjà sur le territoire français. Une politique répressive qui, rappelons-le, expulse les migrants, les populations roms et les sans-papiers, que le patronat n'hésite pas au passage

à surexploiter. Alors qu'à l'échelle internationale, le gouvernement intervient une énième fois, cette fois-ci en Syrie, générant le chaos et maintenant la misère économique.

Face à cette politique, le NPA Saint-Ouen était présent et a activement soutenu les réfugiés syriens. La seule réponse à cette «crise des migrants» ne peut être que l'ouverture totale des frontières ainsi que la libre installation dans des conditions dignes pour tous les migrants, qu'ils soient réfugiés «politiques» ou «économiques», ainsi que la régularisation de tous les sans-papiers!



DR

Roman

Le Bateau-usine, Kobayashi Takiji

Éditions Allia, 2015, 8,50 euros

Ce court roman (161 pages) nous plonge dans le Japon de 1929, ou plutôt sur le pont et dans les soutes d'un « bateau-usine » partant pour la pêche au crabe loin au nord, au large de la péninsule sibérienne du Kamtchatka...

Bien écrit et bien traduit par Évelyne Lesygne-Audoly (qui a aussi écrit une postface intéressante), il met en scène, dans un espace confiné, soumis aux fureurs de l'océan, une micro-société avec ses marins, ses pêcheurs et surtout ses ouvriers chargés de la mise en conserve ; ses contremaîtres ; son capitaine et surtout l'intendant, le représentant du propriétaire et seul véritable maître à bord. Un monde d'exploitation sans entrave. « Les bateaux-usines étaient des "usines" avant d'être des "navires". La loi sur la navigation ne s'y appliquait donc pas. » Les ouvriers ne sont qu'une poussière d'humanité : paysans dépossédés de leurs terres, anciens mineurs fuyant les coups de grisou, étudiants désargentés à qui l'on avait promis un emploi... Avec en prime une idéologie conquérante : le nationalisme d'une puissance impériale pour laquelle tous les sacrifices peuvent être exigés – aux



seuls prolétaires, cela va de soi – face à l'ennemi : l'Union soviétique, les « rouges ».

Une descente en enfer

Kobayashi Takiji a mené une véritable enquête sur les conditions

de survie imposées à l'équipage de ces crabiers de haute mer. Il s'est inspiré d'événements réels, comme le refus de répondre aux SOS lancés par un autre bateau-usine en perdition. « Ils ont sombré. "Quatre cent vingt-cinq hommes à bord", l'intendant ayant empêché le capitaine de se dérouter : ce navire « est assuré pour une somme astronomique qu'il ne vaut même pas. Ce rafirot rapportera plus en faisant naufrage. » L'auteur décrit la plongée dans l'inhumanité des ouvriers épuisés par un travail forcené, la malnutrition et la maladie, l'impossibilité ne serait-ce que de se doucher régulièrement, la terreur et les traitements dégradants. L'auteur décrit aussi la lente maturation de la révolte. Des contacts fortuitement établis à terre avec des communistes russes. Une prise de conscience qui permet de surmonter les divisions soigneusement entretenues entre marins, pêcheurs et ouvriers. Le sentiment d'urgence, de vie ou de mort quand approche

la tempête et que le commandement veut quand même envoyer les pêcheurs en mer. Les résistances sourdes, puis la première grève, mise en échec par l'intervention de l'armée : un destroyer censé protéger l'équipage des Russes, mais qui cartographie le zone en vue d'une prochaine conquête. Le roman s'arrête là ; on apprend néanmoins que la seconde grève sera victorieuse grâce à la perte des dernières illusions et à une meilleure organisation. Kobayashi Takiji, l'une des figures phares, au Japon, du courant de la Littérature prolétarienne met en scène, dans ce roman, le héros collectif. Ce roman offre une description du capitalisme des années 30 qui apparaît souvent étonnamment contemporaine. Sa republication au Japon, en 2008, a connu un immense succès auprès de la jeunesse et un grand écho international. Il nous parle en effet du présent autant que du passé.

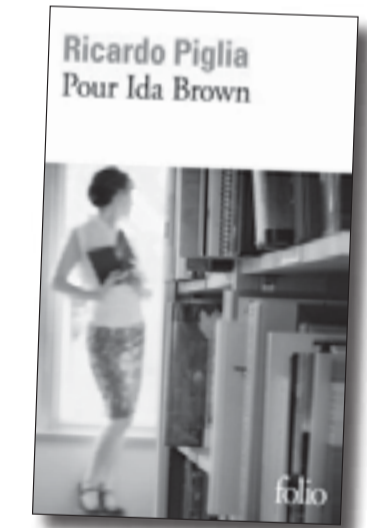
Pierre Rousset

Roman

Pour Ida Brown, Ricardo Piglia

Traduit par Roberto Amutio, Folio, 2015, 7,50 euros

« Ils lisaient la Guerre de guérilla, du Che et prenaient la montagne. Ils lisaient Que faire ? de Vladimir Ilitch Oulianov Lénine et fondaient le parti du prolétariat ; ils lisaient les Cahiers de prison de Gramsci et devenaient péronistes. Ils lisaient les œuvres de Mao Zedong et, dans la foulée, annonçaient le début de la guerre prolongée. » (Page 263) Avec ce roman, Ricardo Piglia se moque gentiment de son passé militant argentin pour mieux dénoncer ce que sont devenus les USA où, suite à une injustice, on ne cherche plus à fonder un syndicat ou un parti, mais monte sur un toit pour mitrailler ses camarades de travail ou ses voisins. Pour Ida Brown relate donc l'expérience d'un romancier argentin en crise répondant au nom de Renzi, invité à donner un séminaire dans l'une des grandes universités nord-américaines. Ce dernier observe d'abord d'un œil amusé les mœurs étranges de la vie académique aux États-Unis avant de plonger dans une brûlante liaison érotico-amoureuse avec Ida Brown, jeune universitaire brillante, rebelle et énigmatique. Leur « amour » est brutalement interrompu par la mort de celle-ci dans un mystérieux accident de voiture. Renzi, bouleversé, sort alors de son rôle d'observateur blasé et, tandis que les autorités classent rapidement l'affaire sous la pression de l'université, il s'aperçoit que des zones d'ombre persistent et se lance alors dans une enquête aux multiples rebondissements... Égérie d'un groupe contestataire californien, Ida Brown était devenue



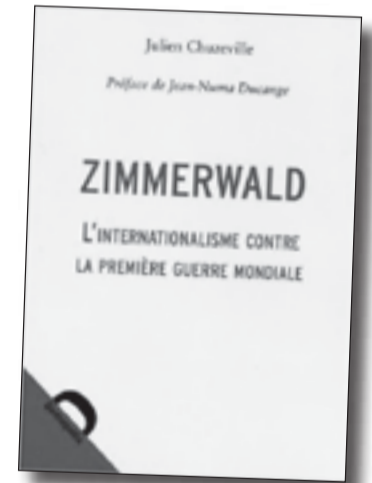
spécialiste de Conrad et de son œuvre maîtresse Lord Jim. Elle l'avait fait venir, lui le spécialiste de W.H. Hudson écrivain naturaliste argentin, parce qu'un mystérieux groupe se revendiquant de la nature menaçait et assassinait les universitaires qui collaboraient avec l'industrie militaro-scientifique. Le message du groupe aux autorités se recoupant avec des citations de Conrad que la police n'avait pas vu ou voulu voir, Renzi, aidé par un professionnel, mène sa propre enquête. Le roman de campus et l'histoire d'amour bifurque alors vers un thriller politique où la génération qui voulait changer le monde n'est pas épargnée. Une vieille intellectuelle russe amatrice de Mandelstam préservera et guidera pourtant notre apprenti détective vers la vérité à travers une farouche critique de la société américaine et de son devenir. Sylvain Chardon

Essai

Zimmerwald : l'internationalisme contre la Première Guerre mondiale, Julien Chuzeville

Demopolis, 2015, 19 euros

Il y a maintenant un siècle, du 5 au 8 septembre 1915, se tenait en Suisse la conférence de Zimmerwald. Celle-ci a rassemblé les principaux dirigeants du mouvement ouvrier européen, syndicalistes, politiques, qui refusaient l'union sacrée et, internationalistes, militaient contre la guerre impérialiste, dont Trotski et Lénine. Julien Chuzeville qui a déjà publié Militants contre la guerre 1914-1918 ainsi qu'une biographie de Fernand Loriot y consacre un livre qui, pour la première fois en français, rassemble les textes qui ont donné naissance au mouvement de Zimmerwald dont est née, en 1919, la Troisième Internationale. Cette conférence est devenue le puissant symbole de la lutte contre la guerre impérialiste et contre la capitulation, « la faillite » selon l'expression de Lénine, de la Deuxième Internationale. En effet, en se ralliant à l'union sacrée le 4 août 1914, la social-démocratie avait renié ses propres résolutions des congrès de Copenhague de 1910 et de Bâle en 1912 qui déclaraient la « guerre à la guerre » en appelant à « la solidarité internationale du prolétariat ». Le 2 décembre 1914, Karl Liebknecht, député au Reichstag, vote seul contre les crédits de guerre. Il devint ainsi à travers l'Europe le symbole de la lutte contre la guerre pour une paix démocratique respectant le droit des peuples. La conférence du petit village suisse de Zimmerwald se situe dans la continuité de ce geste. Malgré l'effondrement du mouvement ouvrier et les difficultés créées par l'état de guerre et la police, elle réunira 38 délégués. Il en sortira



un manifeste rédigé par Grimm et Trotski qui se conclut ainsi : « Par-dessus les frontières, par-dessus les champs de bataille, par-dessus les campagnes et les villes dévastées, Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Une deuxième conférence se tiendra l'année suivante à Kienthal. On peut regretter que le livre ne consacre pas plus de place à la position de Lénine qui militait pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile sans craindre la défaite de sa propre bourgeoisie, « le défaitisme révolutionnaire ». Mais ce livre est un chaleureux témoignage de ce moment où quelques militants ont sauvé le mouvement ouvrier révolutionnaire, ouvrant la voie par leur courage, leur indépendance morale et politique vis-à-vis de la bourgeoisie, leur audace, au mouvement révolutionnaire de l'après-guerre, à Octobre 1917 et à la naissance des partis communistes. À lire et à faire lire. Yvan Lemaître

Cinéma

The Look of silence de Joshua Oppenheimer

Sortie le mercredi 23 septembre



Ophthalmologiste itinérant, Adi visite d'anciens bourreaux afin de les interroger sur les circonstances de la mort de son frère, victime des massacres de 1965 en Indonésie, alors que lui-même n'était pas encore né. Dans son précédent film, le réalisateur avait interrogé des assassins et des commanditaires. La construction de *The Act of Killing* (2012) était sidérante par la reconstitution et le récit des scènes de meurtre et de violence, revendiqués fièrement plus de 40 ans après. Cette fois-ci, tout se joue sur les regards, les non-dits, les moments de silence. C'est un film à nouveau déroutant, très émouvant et très intimiste. Parce que c'est au travers du drame intime de toute une famille que l'on s'interroge sur ce massacre de masse qui a frappé les membres du parti communiste indonésien, sympathisants ou supposés tels. Qu'est-ce qu'un génocide ? Qu'est-ce que cela signifie pour les survivants des familles de vivre au milieu des assassins de leurs proches, des hommes qui détiennent toujours le pouvoir ? Comme le dit le réalisateur, ce film ouvre une porte sur la reconnaissance d'un massacre encore difficile en Indonésie, sur « un passé traumatique laissé en suspens, qui continue à hanter le présent. » Aujourd'hui, 18 ans après la fin de la dictature, la vérité collective sur l'ampleur des massacres et des arrestations, sur le sort des disparus, sur les responsabilités, est toujours à écrire. Malgré le rapport de la commission nationale des Droits de l'homme indonésienne, l'État indonésien n'a pas reconnu ses torts, les auteurs n'ont pas été poursuivis, les puissances occidentales n'ont pas reconnu leur complicité. Dans une société où la classe ouvrière reconstruit ses organisations, où les paysans se battent contre l'appropriation de terres par de grandes compagnies, il est toujours difficile de se dire communiste ou athée sous peine de raviver de vieilles peurs entretenues par les mensonges du pouvoir. Christine Schneider Voir « Indonésie 1965 : un million de communistes massacrés », paru dans la revue L'Anticapitaliste n°67 (juillet-août 2015).

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
 ★ la-breche.com
 27 rue Taine 75012 Paris
 Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43
 Horaires d'ouverture :
 Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h



L'Anticapitaliste | Libre expression

SMART « L'entreprise gagne de l'argent, rien ne justifie que les salariés augmentent leur temps de travail en ne gagnant pas plus d'argent »

Entretien. Le vote/sondage organisé par la direction de l'usine Smart, filiale du groupe Daimler-Mercedes a fait la Une des médias du week-end. Il illustre brutalement les enjeux de la révision du Code du travail, notamment autour de la question du temps de travail et des rémunérations que se propose d'engager, ou plutôt de poursuivre le gouvernement après les lois Macron et Rebsamen.

Malgré le résultat, en partie favorable à son projet, la direction annonce que le dialogue se poursuit. « Il est important et de la responsabilité de chaque partie de respecter le vote de la majorité et de tenir compte du vote minoritaire. Il n'y a plus de Oui et de Non. Nous sommes une seule équipe soudée qui veut concrétiser le pacte 2020 pour nous mettre en position de force pour de nouveaux projets. » Si le projet a été dénoncé en amont par trois des quatre syndicats du site Smartville de Hambach (Lorraine), la construction du rapport de forces ne fait que commencer.

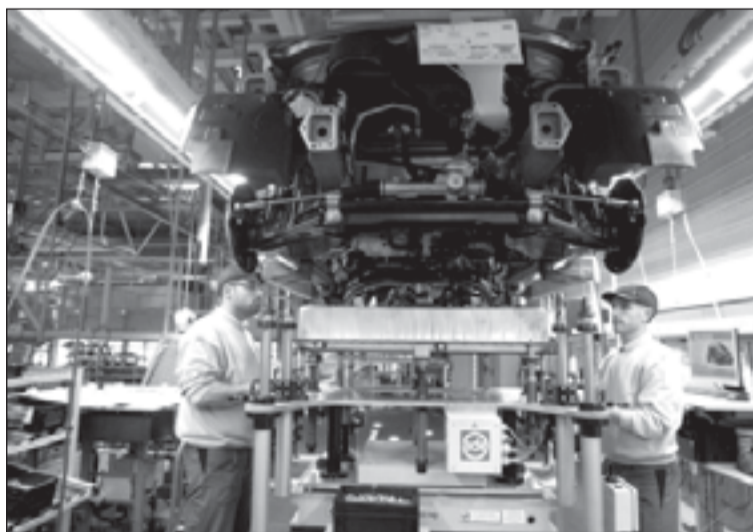
Après leur passage et leur intervention chaleureusement applaudie au stand du NPA à la fête de l'Humanité, nous avons interrogé deux salariés, syndicalistes CGT sur Smartville.

Quelles justifications donne la direction pour augmenter le temps de travail sans compensation totale en salaire ?

J'ai posé la question mardi dernier en réunion de Comité central d'entreprise, et le DRH m'a répondu clairement que le but était de faire baisser le taux horaire. Pour nous, pour le moment, aucun élément économique ne justifie la mise en œuvre d'un tel projet. L'entreprise gagne de l'argent, rien ne justifie que les salariés augmentent leur temps de travail en ne gagnant pas plus d'argent. De cette manière, la direction prétend pérenniser les emplois en améliorant la compétitivité du site via une diminution du coût de travail.

Pourquoi le vote s'est-il fait séparément – « ouvriers » d'un côté, « cadres » de l'autre – alors que la question était la même et que dans les votes habituels (élections professionnelles), il y a trois collèges ?

Dans le projet de la direction, les salariés « non modulateurs », c'est-à-dire les cadres et les employés, techniciens, agents de maîtrise (Etam), auront le choix de passer aux 39 heures en signant un avenant au contrat de travail. Payés au forfait, les cadres et Etam devront renoncer à leurs jours de RTT (dix pour les premiers, six pour les seconds), tout en voyant leurs plages horaires sensiblement allongées. Pour les salariés « modulateurs », c'est-à-dire les ouvriers à la production, ceux qui sont au montage des véhicules, ils devront subir une augmentation du temps de travail et une réduction du taux horaires. Ils n'auront pas le choix de la signature d'un avenant. Concrètement, le projet prévoit que



DR

Sur les salaires, ce sont les ouvriers qui proportionnellement perdent le plus.

le temps de travail des ouvriers soit porté à 37 h dès l'année prochaine, puis à 39 h durant trois ans (2017 à 2019), avant de revenir aux 35 h en 2020, en échange d'une augmentation de salaire générale de 120 euros brut/mois et d'une prime de 1000 euros versée sur deux ans (2016 et 2017). C'est donc travailler 4 heures de plus par semaine, des horaires en poste de midi qui finiraient à 23 h 20, des samedis à travailler et un gel des salaires jusqu'en 2020...

Sur les salaires, ce sont les ouvriers qui proportionnellement perdent le plus. C'était donc une des demandes des syndicats de différencier les votes de ces deux catégories de salariés.

Quels leçons tirez-vous de ce vote ?

De ce vote consultatif, nous tirons deux leçons : si la participation a été forte, avec 93,3% de votants, le désaccord est profond entre le collège des ouvriers de production qui a voté à 61% contre le projet et celui des Etam et cadres qui y est favorable à 74%. Si, au final, 56,1% du personnel a émis un avis favorable, nous retenons les 61% d'opposition de ceux auxquels les plus gros sacrifices seront demandés, tant en termes d'heures que de salaires.

Dans l'usine, l'ambiance est un peu difficile. Des cadres interpellent les élus CGT ou CFDT pendant que les ouvriers font connaître leur mécontentement à leur hiérarchie.

Quelle riposte préparez-vous ?

Nous espérons construire un front commun. Smart a finalement obtenu un Oui pour deux Non, celui de la CGT et de la CFDT. Passer à 39 heures signifie 17 h 33 de travail en plus par mois, ce qui correspond

Le désaccord est profond entre le collège des ouvriers de production qui a voté à 61% contre le projet et celui des Etam et cadres qui y est favorable à 74%.

à un taux horaire de 5,19. C'est inacceptable alors que tous les voyants sont au vert.

Nos deux organisations ne signeront pas d'accord basé sur ces dispositions, même s'il a été soutenu par le vote/sondage par 56,1% des votants. Pour qu'un tel accord soit valable, il faut réunir 30% de la représentativité syndicale. Un résultat que l'on atteint seulement si la CFE-CGC (20%) – la seule favorable au Pacte 2020 et qui a appelé à l'abstention lors du vote – et la CFTC (26%) signent en sa faveur. Mais, même dans ce cas, la loi de modernisation sociale précise que l'accord est invalidé si les autres organisations syndicales disposant de plus de 50% des suffrages aux élections professionnelles font jouer leur droit d'opposition.

C'est ce que nous ferons car avec 36% de voix pour la CGT et 17% pour la CFDT, nous représentons 53% des salariés. Nous participerons à la suite des négociations, mais nous n'irons pas discuter le Pacte 2020 ni de la mise en place des 39 heures. Nous prendrons part à des négociations annuelles obligatoires concernant les salaires (NAO), mais pas à la remise en cause des horaires de travail.

Propos recueillis par Robert Pelletier

Vu ailleurs

Altermonde-sans-frontières

MONSANTO RESPONSABLE. « Cette victoire est dédiée à tous ceux qui ne sont plus là aujourd'hui pour se battre et un message d'espoir pour les autres. » C'est un combat commencé il y a 8 ans contre le géant Monsanto qui s'achève pour Paul François, céréalier en Charente. Le 10 septembre, la Cour d'appel de Lyon a donné raison à l'agriculteur en concluant à la responsabilité de la firme multinationale dans le préjudice de Paul François suite à l'inhalation de monochlorobenzène, un composant du Lasso, un herbicide fabriqué par Monsanto. [...] Pour rappel, l'intoxication remonte à 2004. Quatre ans plus tard, l'agriculteur obtient la reconnaissance de ses troubles persistants (bégaiement, vertiges, maux de tête, troubles musculaires) comme maladie professionnelle. Il lance ensuite une procédure en responsabilité civile contre Monsanto reconnu « responsable », en première instance, en 2012. Mais la firme fait appel et s'ensuivent trois années de procédure. « La reconnaissance de la responsabilité de Monsanto dans cette affaire est essentielle », a réagi Maria Pelletier, présidente de l'association Générations Futures, à la sortie de la Cour d'appel. [...] Plusieurs procédures sont notamment en cours d'instruction par la Commission d'indemnisation des victimes d'infractions, indique l'association. « La MSA (Mutualité sociale agricole) devra tirer les conséquences de cette décision pour une meilleure prévention ainsi qu'une prise en charge comme il se doit vis-à-vis des utilisateurs touchés par l'utilisation des produits phyto-sanitaires », précise Phyto-Victimes. Un autre jugement pourrait faire jurisprudence. En avril dernier, la famille de James Bernard Murat, un viticulteur décédé d'une maladie causée par les pesticides, a décidé de porter plainte contre X pour « homicide involontaire, omission de porter secours, abstention délictueuse et délit de tromperie ».

« Intoxication aux pesticides : un céréalier français fait condamner Monsanto », Sophie Chapelle, Altermonde sans frontières, samedi 12 septembre 2015

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € 1 an 56 €	6 mois 20 € 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € 1 an 100 €	6 mois 38 € 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
14 € par trimestre	25 € par trimestre	10 € par trimestre	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org